



Supplément — Dossier « Ondes libres » — 8 F

T2137-453-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde hebdô Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 453

JEUDI 16 SEPTEMBRE 1982

8,00 F

l'austérité tranquille



FOP 2520

Liste et permanences des groupes FA

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - YEZURE
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL NICE - CANNES
 ARDÈCHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR
 CALVADOS : CAEN
 CHARENTES-MARITIMES : MARENES - ROCHEFORT
 CÔTE-D'OR : DIJON
 DOUBS : BESANCON
 FINISTÈRE : BREST
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HAUTE-GARONNE : TOULOUSE
 HÉRAULT : BÉZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ÉTIENNE
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : CHERBOURG
 MARNE : REIMS
 MORBIHAN : PLUVIGNER
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : BEAUVAIS
 ORNE : FLERS - LA FERTÉ-MACÉ
 RHÔNE : LYON
 SARTHE : LE MANS
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : TOULON
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : AUXERRE
 LA RÉUNION : LE PORT
 BELGIQUE : ARLON

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - ORSAY-BURES
 - BOULOGNE-BILLANCOURT
 - VILLEJUIF, VITRY
 - MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- HOUILLES-SARTROUVILLE
 - VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - DEUIL-MONTMAGNY
 - STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON ONF
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Noyon, Fournies, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hémin, Beaumont, Saint-Quentin, Soisson.
 EST : Nancy, Charleville-Mézières, Senone, Strasbourg, Jura.
 ILE-DE-FRANCE : Maule.
 OUEST : Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.
 CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Bretenoux.
 SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Cailar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique.
 RHÔNE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry, Saint-Donat, Grenoble.
 CORSE : Ajaccio.
 GUADELOUPE : Gourbeyre.

LISTE DES PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupes Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
 Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.
 Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
 Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 1, rue de Neustrie, 76660 Le Havre.
 Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinel c/o BP 7, 80330 Longueau.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
 Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (13^e), métro boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.
 Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Croach, rue du professeur Chrétien.
 Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
 Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h sur leur table de vente sur le marché de Saissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlioux (tél. (23) 80.17.09).
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
 Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
 Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.
 Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.
 Permanences FA et GAEL : le vendredi de 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaud, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RU B, Campus.
 Groupe Louise Michel : 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses. Il tient des permanences chaque jeudi de 18 h 30 à 20 h.
 Liaison Périgueux : permanences dans les locaux de l'UL CNT de Périgueux, les vendredis de 18 à 19 h et un samedi sur deux de 14 h à 15 h, au 13, rue Thiers. Contact avec la liaison Nontron possible à cette occasion.
 Pour toute prise de contact avec les groupes de la FA, n'hésitez pas à écrire aux RI, ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M° République) - tél. 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

• Vous désirez militer pour l'anarchisme et développer les idées anarchistes dans l'Ardèche; prenez contact avec les Relations Intérieures qui transmettront.

• Les sympathisants libertaires du Lot peuvent contacter la liaison du même nom, le samedi au marché de Figeac où les militants du groupe vendent le ML et tiennent une table de presse (livres, brochures...).

• Les personnes contactées par la propagande dans l'Aveyron peuvent écrire aux Relations Intérieures qui transmettront au groupe local.



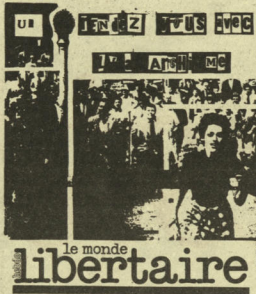
Poster édité par le groupe Michel Bakounine. Prix : 10 F l'unité et 7 F à partir de 10 exemplaires. Format : 45 x 62. Commandes à adresser à ADIL, groupe Michel Bakounine, BP 284, 17312 Rochefort Cedex. En vente à Publico.

L'ANARCHISME



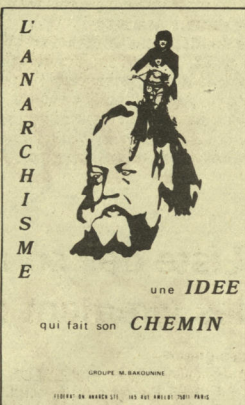
une IDÉE qui tient la ROUTE... de l'HISTOIRE

GROUPE M. BAKOUNINE
 LIBERTÉ EN MARCHE !!! 145 RUE AMELOT 75011 PARIS



FEDERATION ANARCHISTE 145 RUE AMELOT PARIS 11^e

Affiche éditée par le groupe Jacob de la F.A. Tarifs : 95 centimes à moins de 100 exemplaires; 90 centimes entre 100 et 500 exemplaires; 85 centimes au-dessus de 500 exemplaires (frais de port inclus). Affiche en trois couleurs. Format : 78 x 57.



une IDÉE qui fait son CHEMIN

GROUPE M. BAKOUNINE
 LIBERTÉ EN MARCHE !!! 145 RUE AMELOT 75011 PARIS



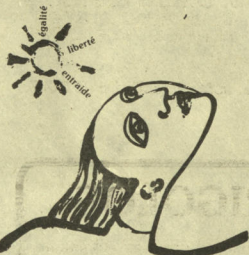
FEDERATION ANARCHISTE 145, Rue Amelot - 75011 PARIS

Le groupe Michel Bakounine vient d'éditer trois posters disponibles en quatre couleurs différentes (mauve, bleu clair, beige, rouge). Ils sont en vente au prix de 10 F (rajouter 33% de frais de port pour les envois) l'unité, ou 7 F pièce à partir de 10 exemplaires, à Publico ou au groupe Michel Bakounine, ADIL, BP 284, 17312 Rochefort Cedex (chèques au nom de l'ADIL). Format de ces posters : 60 x 40.

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES



Brochure éditée par le groupe Eugène Varlin de la F.A. En vente à Publico : 3 F.



anarchie
 FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot, 75011 Paris.
 Poster édité par la Commission Imprimerie (en 3 couleurs). Prix : 15 F l'unité. Format : 44 x 56.

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Sommaire

PAGE 2
 Activités des groupes FA
 PAGE 3
 Les Rigolos
 A bas les interdictions
 Amis lecteurs
 Editorial
 En bref
 PAGE 4
 Terrorisme
 Boycott
 A rebrousse poil
 PAGE 6
 Civeaux
 La Haute autorité audiovisuelle

PAGES 7 à 10
 Dossier ondes libres
 PAGE 11
 Les anarchistes et la biologie
 PAGE 12
 Pologne
 PAGE 13
 Informations internationales
 PAGE 14
 Interview de Gatti
 Radio-Libertaire
 PAGE 15
 Livres, spectacles
 PAGE 16
 Blocage, déblocage des prix...

Abonnez-vous!

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue
 Code postal Ville Pays

à partir du N° (inclus)

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Reglement (à joindre au bulletin)
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

• Le numéro 4 du journal APL (Actions Presse lycéennes) est sorti. Prix : 4 F. Au sommaire : la Pologne, Chooz, le bac, le théâtre... Pour tout contact : Pascal Famery, 79, rue des Cascades, 75020 Paris.

• Le gouvernement turc ne reconnaît pas les Kurdes comme un groupe distinct. Depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, des milliers de Kurdes ont été emprisonnés. Pour avoir déclaré leur identité ethnique, beaucoup sont en prison. Dans ce contexte, Amnesty international a demandé aux autorités turques l'autorisation d'envoyer une mission d'enquête dans une prison militaire, afin de vérifier les informations selon lesquelles près de cent prisonniers kurdes seraient en mauvaise condition physique à la suite de tortures et de mauvais traitements. La lettre a été envoyée le 27 mai 82... Aucune réponse n'a été reçue à ce jour !

• Le journal Emancipations et le Collectif libertaire 82 changent d'adresse. Nouvelle adresse : BP 181, 64105 Bayonne Cedex.

• Depuis quatre ans, le Collectif d'objecteurs et d'antimilitaristes du Tarn (COAT) anime une fête antimilitariste. Cette fête permet à tous ceux et celles qui ont une sensibilité antimilitariste de vivre deux jours d'échanges, de musique et de rencontres.

Les festivités commencent le samedi 25 septembre vers 14 h et se terminent le dimanche 26 en soirée. Camping gratuit et nourriture sur place. Nombreux groupes de musique : Café noir et Gipsy (rock), Vendémiaire et Trou d'Oc (folk), Tonton Jazz Quartet (jazz), Jean-Marc le Bihan, David, Mélange facile (chansons à textes), Annie et Arthur (salmibanques), de la musique brésilienne et argentine, des orgues de barbarie, des cracheurs de feu. Lieu de la fête : Albi, au centre aéré de la Mouline (plein-air). Pour tout renseignement : COAT, BP 229, 81002 Albi cedex.

• Richard Laurent est inouïs au service national. Il est actuellement en prison. Dans le contexte actuel, il est plus que nécessaire de le soutenir. Pour cela, vous pouvez envoyer des télégrammes en demandant sa libération aux adresses suivantes : - Richard Laurent, maison d'arrêt d'Agen, 44, rue Montaigne, 47000 Agen ; - Ministère de la Défense nationale, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, (à l'attention de Renard Payen) ; - DGJM, 35, rue Saint-Didier, 75016 Paris ; - TPA, 20, rue de Reully, 75012 Paris.

AMIS LECTEURS

LES vacances sont terminées, et *Le Monde libertaire* est fidèle au rendez-vous, présent dans les kiosques comme chaque année depuis vingt-huit ans.

Mais pendant ces mois d'été, nous n'avons pas « désarmé », et vous pourrez lire dans ce numéro spécial le récit de notre lutte sur le front des ondes libres. Nombre d'entre vous ont pu constater notre activité, en rendant visite au 145, rue Amelot, siège de notre organisation et de notre librairie.

Et comme toujours, nous avons besoin de vos souscriptions pour continuer, cette année plus que jamais, car nous devons consolider nos avancées : parution sur douze pages, achat de notre librairie. Nous ne devons pas relâcher nos efforts, au risque de mettre en péril ce que nous avons obtenu par nos seules forces, notre travail et notre volonté.

Pour cela, amis lecteurs de province et de Paris, nous ne pouvons que répéter ce que nous écrivions il y a un an. Nous vous demandons :

- de vous assurer de la bonne vente du ML en kiosques : faites-nous part de vos observations, des points de vente importants non fournis... ;
- de faire connaître le journal autour de vous ;
- d'y abonner vos amis.

Le meilleur soutien financier reste le virement automatique mensuel de 20, 30 ou 50 F... Pour ce faire, il vous suffit de nous adresser un relevé d'identité bancaire ou postal et le montant de votre souscription ; nous prendrons ensuite contact avec vous.

Nous savons que vous continuerez de nous épauler, tant que *Le Monde libertaire hebdomadaire* sera la voix des anarchistes, votre voix, celle de la révolte, pour construire une société libre et égalitaire.

Les administrateurs
P. BEDOS - J. RÉMOND

Liste des souscriptions et des virements automatiques

Souscriptions :

ANDRÉ Olivier 60 F, RECEVEUR Gérard 50 F, Liaison Angoulême 1 500 F, BES Pierrette 50 F, MILLOT Guy 1 000 F, COUTURIER Gil 50 F, CHATRY Jacques 80 F, GAVEL Gérard 70 F, AUZANNEAU Georges 1 000 F, FERAIL Bernard 50 F, PUBLICO 315 F, SOUQUE Georges 50 F, STAS Jean-Ferdinand 60 F, PETIT Laurent 50 F, Besson R. 1 000 F, la Seyne T. 50 F, Mme MARTINEZ-LA-SEYNE 50 F, MAURIAV T. 100 F, BERRAUD Jean-Pierre 68 F, LAFFORGUE Serge 50 F, LE MASLE René 50 F, LAPORTE Jean 156 F, TEYSSIER Daniel 50 F, OVERRIER Pascal 100 F.

Virements automatiques :

Gr. d'AUBENAS 200 F, Liaison ANIZY 100 F, Alain LE GUEN 50 F, Gr. FRESNES-ANTONY 150 F, GIRAUD Jean-Pierre 300 F, HUREZ Daniel 25 F, Gr. SACCO-VANZETTI 550 F, Gr. du 14^e 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, FONLUPT-PIETERS Jocelyne 100 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 20 F, FEHR Didier 50 F, SANCHEZ-BOLUFER José 70 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER Olivier 50 F, Gr. JACOB 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, CRESSON Pascal 100 F, Gr. MALATESTA 100 F, LUZE Robert 50 F, Gr. de BÉZIERS 50 F, BOUZENDROFFER 10 F, Gr. HOUILLES-SARTROUVILLE 150 F, SANCHEZ Matéo 50 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Gr. VARLIN 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Gr. LOUISE-MICHEL 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, ABADIE-FEDOU Claude 30 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PLASMAN François 100 F, LE GUEN Roger 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Liaison BÉGARD 10 F, Gr. du MARAIS 50 F, LAFABREGUE Sylvie 50 F, Gr. de BOBIGNY 50 F, Gr. de ROUEN 50 F, BABIN Edmond 100 F, Gr. de PÉRIGUEUX 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISONN Christian 70 F.

Total des souscriptions : 6 099 F.
Total des virements automatiques (juillet-août-septembre) : 13 810 F.
Totaux précédents : 73 651 F.
Nouveaux totaux : 93 560 F.

CHEZ LES RIGOLOS

LE Syndicat national des PMI ne manque pas d'humour. Encore que nous le soupçonnons de ne pas le faire exprès. Témoins cette invitation « confidentielle » aux chefs d'entreprises à la manifestation du SN.PMI le 13 septembre (invitation si confidentielle que les anars sont au courant...).

Cette invitation précise que « le SN.PMI est décidé à réunir 15 000 responsables d'entreprises, de commerçants, d'artisans, de membres de professions libérales parce que la situation économique, sociale et financière de nos entreprises devient insupportable et que nous sommes tous des condamnés à mort, sans connaître la date d'exécution de la sentence » ; et, un peu plus loin, « tout patron qui sera absent à cette manifestation sera un responsable qui aura cessé de l'être et qui accepte l'assassinat de son entreprise ».

Qu'est-ce qu'on trouve marrant dans tout ça ? C'est que le président national du SN.PMI qui a signé ça s'appelle Gérard Deuil ! Faut le faire, non ?

Groupe Libertad

EDITORIAL

TOUT pouvoir, toute structure de pouvoir, indépendamment des idéologies de ceux qui le détiennent, suit une dynamique paranoïaque : il lui en faut toujours plus. Du contrôle sur les actes des individus, on en vient vite à la nécessité de contrôler tout ce qui se dit et tout ce qui se pense. Donc contrôler aussi les circuits qui permettent la circulation des informations.

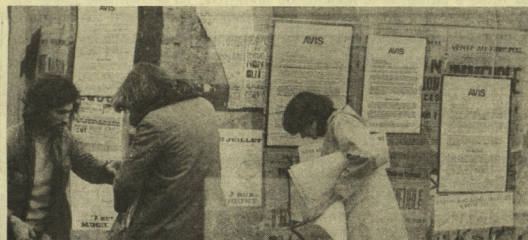
Eclatant dans le concert des voix soumises, le phénomène des radios libres est venu toucher le pouvoir dans ses fondements. Tout comme les autres, les gouvernants socialistes se trouvent, de leur point de vue, dans l'obligation de restaurer le contrôle de l'appareil d'Etat sur les ondes.

Le principe employé n'a rien de bien neuf : la dérogation. Ce qui laisse au pouvoir la seule propriété des ondes. Mais l'ampleur du phénomène des « radios libres » a obligé l'Etat socialiste à employer les mêmes méthodes que ses prédécesseurs : attendre la période estivale, le moment où tout le monde est en vacances pour agir. C'est donc au mois de juillet qu'il a fait connaître les stations qu'il reconnaissait..., et donc celles qu'il interdisait, donc Radio-Libertaire.

Les protestations qui se sont élevées à cette occasion se sont tassées et le silence est retombé sur les oreilles ensablées des vacanciers. Bien entendu, la plupart des radios « interdites » ont continué d'émettre sans que l'Etat ne se manifeste. Mais malgré ce silence de l'autorité, nous savons très bien qu'elle n'a pas dit son dernier mot. Le danger reste sous-jacent et il risque de se préciser très rapidement. Notamment à l'occasion de l'attribution, aux radios dérogées, des fréquences auxquelles elles pourront émettre.

C'est à cette occasion que risquent de se produire les saisies de matériel et les poursuites contre les stations interdites.

Le combat de Radio-Libertaire est le combat pour la libération des ondes et pour leur autogestion. C'est donc le combat contre le monopole de l'Etat sur ces ondes, mais aussi sur la parole. En nous battant pour que Radio-Libertaire continue à exister, nous nous battons pour le droit de nous exprimer et, ce faisant, nous nous battons pour que notre liberté devienne celle de tous.



A BAS LES INTERDICTIONS

LE mois d'août est le mois des saloperies gouvernementales, c'est bien connu... Tout le monde est en vacances, l'attention se relâche...

La préfecture de Paris a donc profité de la période estivale pour interdire purement et simplement « la distribution de tracts et d'imprimés sur les voies réservées aux piétons », et notamment la place de la Bastille, la République, les Halles, les boulevards Saint-Germain, Saint-Michel, Barbès, la rue de Rivoli, les Champs-Élysées, l'Étoile, etc. Bref, tous les endroits de Paris où se déroulent généralement les rassemblements et les manifestations populaires.

De plus, l'arrêté « interdit aux vendeurs et distributeurs d'écrits, d'imprimés, de dessins, etc., d'interpeller les passants sur la voie publique ». Va-t-on être obligé d'apprendre le langage sourd-muet ou bien le morse pour vendre *Le Monde libertaire* ?

Soyons sérieux. Les journaux d'opinions et surtout les tracts sont les moyens d'expression les plus simples et les moins onéreux utilisés par les travailleurs et tous ceux qui ont une revendication quelconque à formuler. Interdire la distribution de

tracts ou la vente à la criée sous le prétexte hypocrite d'« hygiène » (si Paris ressemble à une poubelle, les tracts n'y sont quand même pas pour grand-chose !), cela revient en fait à bâillonner un peu plus tous ceux qui ont quelque chose à dire et qui n'ont jamais accès aux médias.

Il n'y a pas si longtemps, Giscard, lui aussi, nous faisait le coup du « Paris propre » et proposait l'interdiction d'afficher. Il s'était également mis dans le crâne d'empêcher les manifestations dans le centre de la ville, vous vous souvenez ? Les réactions n'avaient pas tardé : collages massifs et manifestations de protestation.

Aujourd'hui, ce sont les socialistes qui ont le pouvoir (si, si !). Une fois encore, ils se foutent ouvertement de la gueule de ceux qui les ont élus ! A trop tirer sur la corde...

Le droit à l'expression, par quelques moyens que ce soit, ne peut en aucun cas être remis en cause. Nous continuerons à distribuer nos tracts, à vendre nos journaux et nos brochures, là seulement où c'est utile : dans la rue !

Groupe Libertad

UN SOUTIEN :
L'ABONNEMENT



à rebrousse-poil

Les comptes de Kaufman

Vous connaissez sans doute M. Kaufman ? C'est l'oracle des financiers, des économistes, l'homme dont ces messieurs boivent les paroles, dégustent les prévisions, savourent les pronostics.

M. Kaufman est surtout consulté, ces temps-ci, à propos de ces fameux et très fantaisistes taux d'intérêt américains, ces taux qui grimpent, qui grimpent, comme de sales petites bêtes, puis qui, à l'étonnement général, se mettent à descendre, s'aplatissent, se font tout petits pour remonter ensuite, etc.

Donc M. Kaufman ne se fait pas prier pour prophétiser. Non pour exprimer ses inquiétudes, car il a des soucis, ce gentleman. « La menace, dit-il, qui aurait pu conduire à une augmentation des taux pour les hisser à nouveau aux niveaux records qu'ils atteignaient en 1981 aurait été celle d'une légère reprise de l'activité économique au second semestre 1982, mais cette perspective est à présent beaucoup plus sujette à caution que ce n'était le cas il y a seulement quelques mois... »

Nous l'avons échappé belle, marquise ! M. Kaufman respire et les experts aussi qui estiment maintenant que « les entreprises américaines peuvent enfin espérer un allègement de leurs charges ».

Quel système admirable qui fait que les affaires marchent bien... quand elles reculent !

La vie des animaux

Dominique Desanti, ex-journaliste stalinienne, a remué la cendre de ses souvenirs pour évoquer le centenaire de Dimitrov. Ce « lion désabusé », comme elle l'appelle, fut accusé par les nazis d'avoir incendié le Reichstag. Staline le tira des griffes d'Hitler et de Goering. Au prix de quel marchandage ?... Dimitrov ne fut sans doute pas le plus rusé des fauves du Kremlin, mais Staline en eut bien besoin pour sa ménagerie du Komintern.

Dominique se souvient, attendrie, de celui qui était le président de la « République populaire » de Bulgarie : « ... Pendant les fêtes à Sofia, la simplicité de Dimitrov, sa provinciale inélegance en smoking démodé, contrastaient violemment avec les uniformes sans cesse renouvelés et les décorations de Tito. Je fus émue de voir le Lion de Leipzig gratter une petite tache sur son revers de soie. »

C'était bouleversant en effet. Mais, à l'époque, Dominique aurait pu lui prêter sa brosse à reluire.

S.B.



Stratégie de la terreur

En effet, circonstanciellement, le terrorisme peut servir les intérêts d'individus, de groupes, de partis, de gouvernements, de blocs plutôt que d'autres. Il y a pourtant un invariant, c'est que la terreur sert toujours l'Etat, dans la mesure où elle sert de prétexte au renforcement des dispositifs répressifs, donc à la répression. Ainsi, la vague d'attentats qui traverse la France, et quelles que soient leurs origines, peut servir ou desservir le gouvernement, mais tend assurément à renforcer la structure étatique aujourd'hui aux mains des socialistes, demain en d'autres mains, sans doute plus rugueuses qui n'auront qu'à exploiter au maximum l'arsenal préventif et répressif constitué et utilisé déjà par leurs prédécesseurs.

On sait qu'en matière de police, « prévenir » consiste à réprimer tout le monde « avant », pour éviter de réprimer quelques-uns « après ». La mise sur fiche informatique et la centralisation des renseignements concernant tout individu contestant non seulement en acte, mais par son existence même l'« ordre » établi. La création de sections spéciales d'interventions policières, le renforcement des effectifs de police classique, entre autres, font partie de l'arsenal en question.

Sous prétexte de défendre la société du terrorisme, l'Etat exercera son terrorisme au sein même de la société, avec l'assentiment du plus grand nombre. Comment penser que la militarisation de la société n'est que circonstancielle, qu'elle n'est qu'une réponse douloureuse mais nécessaire aux dangers de l'heure, quand on sait que contrôle et pression de l'Etat (agent coordinateur et protecteur du capitalisme) sont tout ce dont « notre » capitalisme, à bout de souffle, a besoin, la carte socialiste jouée, et perdue, semble-t-il.

Les capitalistes au bord du gouffre ont toujours eu recours à la guerre. En attendant, celle — la vraie — qui fait s'entre-déchirer les peuples et se regarder les comptes en banque, un état de guerre intérieur semble nécessaire aux puissants politiques et économiques comme dérivatif ainsi que pour justifier et imposer l'austérité dans le silence.

Pour déclencher les guerres, les gouvernements se sont toujours cherché ou créé des Sarajevo comme justification.

L'attentat de la rue des Roisiers ne serait-il pas un Sarajevo intérieur ?

Groupe Fresnes-Antony



L'IMBROGLIO D'UN BOYCOTT

UNE « affaire » a secoué la torpeur du mois d'août, celle du gazoduc et plus particulièrement des compresseurs fabriqués sous licence américaine dans certains pays et en France par la société Dresser au Havre.

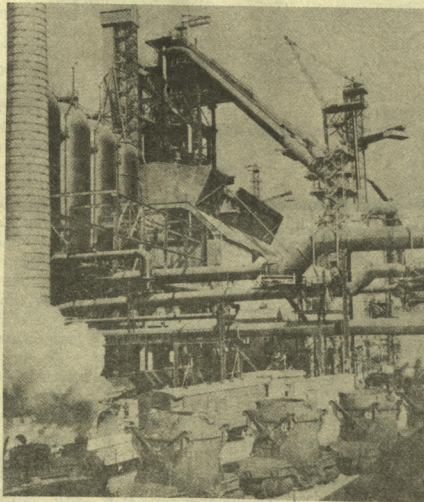
Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler d'abord ce que sont ces filières internationales du capitalisme que sont la production sous licence et les royalties.

La production sous licence est la plus répandue ; elle consiste à faire fabriquer dans des pays à main-d'œuvre bon marché des produits dont l'utilité ne se fait pas immédiatement sentir ou dont la technologie périmée pour des pays à fort taux de haute ingénierie est encore assez bonne pour les autres, et à empêcher les bénéfices résultant soi-disant de l'apport technologique ainsi apporté aux filiales. Il faut noter que ceux-ci n'étant pas des bénéfices mais des droits de brevets ne sont que faiblement imposés, voire pas du tout, dans le pays où réside la filiale. Ces pratiques existent en France dans des secteurs aussi divers que l'informatique, l'alimentation du bétail, le pétrole, la pétrochimie, etc. Quant aux royalties, ce sont des droits eux aussi souvent exonérés d'impôts, payés pour l'utilisation d'un sigle commercial ou la prétendue fourniture de services (commerciaux, publicitaires, etc.).

Or donc, il se trouve qu'une société française produit des compresseurs sous licence américaine et veut les vendre aux Soviétiques pour faire un gazoduc qui ravitaillerait l'Europe occidentale en gaz. Et notre cow-boy Reagan, afin d'aider les travailleurs polonais dans leur juste lutte, décide que cela ne se fait pas. Vous admettez avec moi que déjà les intentions de ce bonhomme sont douteuses ; alors même qu'il fait reculer les droits sociaux du travailleur de New York ou de Detroit, il s'inquiète de ceux de Gdansk. Mais là où la rouerie est encore plus manifeste, c'est que, par calcul électoral, au même moment il fait livrer des centaines de milliers de tonnes de céréales à ces mé-

mes oppresseurs du peuple polonais. Avouez que la démarche est bizarre...

Il y a bien longtemps que nous affirmons, nous anarchistes, que le système communiste ne peut vivre et ne survit que grâce à l'apport du capitalisme occidental et cela sur le dos du travailleur polonais, sovié-



tique ou des pays socialistes, mais que le débat soit resté au niveau de livrer, livrer pas, ne peut que nous surprendre. En effet, c'est à une autre interrogation que cela aurait dû amener. Le capitalisme américain nourrit son soi-disant ennemi, et cela depuis des années, et le soldat soviétique dans son char mange du pain fait avec de la farine américaine ; on ne savait

pas ? Nous anarchistes ne cesserons de répéter que si capitalisme et communisme ne sont pas la même chose, ils ne peuvent vivre que l'un grâce à l'autre. La fourniture de blé n'en est qu'un exemple, mais toute l'économie des pays dits socialistes se serait écroulée depuis longtemps et la dictature stalinienne avec si l'on n'avait pas constamment entretenu ce système. Bien sûr, l'argument de ne pas laisser mourir de faim un peuple est valable, mais que M. Marchais et consorts reconnaissent cela et nous proposent en même temps de gérer notre économie, cela ne semble choquer personne. Ce n'est pas dans la contradiction qu'est la réponse, mais dans le système marxiste lui-même qui est économiquement non viable, pas plus que le capitalisme d'ailleurs, si le travailleur ne participe pas à sa propre exploitation. Si le boycott demandé par Reagan me semble vraiment une fumisterie, ce gazoduc n'a pourtant pas fini de faire parler de lui car, par hasard, on apprend que ce gazoduc serait construit par des détenus politiques ; et de s'horrorifier dans les milieux bien pensants, comme si c'était une découverte. Depuis la naissance de l'URSS, des détenus sont utilisés à toutes sortes de travaux et cela semble gêner nos bonnes âmes. Si nous ne pouvons, bien sûr, pas être d'accord avec cela, cela doit être le cas partout. Demandez au taulard qui fabrique des jouets à Fleury-Mérogis combien il est payé. Question d'échelle, direz-vous. Non ! un principe, si on le combat partout et pas là où cela sert les intérêts politiques. L'exploitation est la même partout et sous tous les régimes, et notre vertueux président, qui jurait il n'y a pas si longtemps ne plus fournir en armes les pays où les droits de l'homme ne seraient pas respectés, l'a oublié très vite, sans parler de ceux du Français qui n'ont pas, que je sache, le ruban bleu dans le domaine. Question de politique bien sûr ; c'est pour cela que nous sommes révolutionnaires et anarchistes et non de quelconques serviteurs d'une politique.

J.-C. BARETTE (groupe du Havre)

ÉDUCATION : Matraquage psychologique

L'ÉDUCATION joue un rôle important dans la société. Les exploités de tous bords s'en servent et s'en servent encore pour consolider leur pouvoir. L'éducation prend son assise dans la famille qui reproduit fidèlement les règles de la société (autorité, hiérarchie, droit de propriété sur l'enfant, respect de l'ordre des choses, soumission...).

L'Éducation nationale

L'enseignement, qu'il soit dispensé par l'école laïque ou privée, n'est pas neutre. Il permet d'inculquer des préceptes et des valeurs morales qui n'ont pour but que d'apprendre à l'enfant la résignation, l'acceptation de son sort ; autrement dit, le respect de l'ordre établi.

L'école privée (catholique à 95%) est le temple du dogme chrétien. Elle endoctrine l'enfant et le plonge dans l'obscurantisme. Abruti par des principes moraux vieux de deux millénaires, il est

Celle-ci conditionne l'enfant dans son futur rôle d'être soumis. Actuellement, en raison des changements sensibles des rapports familiaux, la tâche de la famille régresse, elle l'abandonne de bonne heure à l'école.

Cependant, l'éducation n'est pas le privilège de la famille et de l'école, elle relève de tous les aspects de la société : travail, loisirs, sports, service militaire...

formé à devenir un fidèle serviteur de l'ordre institué (respect de la bourgeoisie et de l'État, son serviteur).

L'école laïque n'a rien à envier à celle des curés. Car si elle n'applique pas d'enseignement religieux, elle n'en demeure pas moins un appareil à écraser l'enfant, à le façonner pour le rendre docile et soumis à son maître, à l'État.

Pour la disparition de l'école des curés, d'accord... mais pas au profit d'une école laïque oppressive !

La liberté de l'enfant, de l'individu, est brisée

L'enfance, en raison de son état de maturité, de sensibilité, de ses diverses évolutions, constitue la phase-clé pour recevoir un endoctrinement. L'enfant est ainsi nié dans sa propre spécificité car à travers lui, c'est l'adulte que l'éducation vise. Son but est de l'insérer dans un moule uniforme adapté aux exigences de l'époque, afin qu'adulte il soit pleinement intégré au système existant.

À l'école, l'enfant arrive avec le bagage culturel de son milieu social. Pourtant, il ne sera pas tenu compte de sa manière de penser, de parler, d'écrire, de s'exprimer, de vivre... On lui présentera un code culturel, « unique et supérieur », comprenant « un » langage, « une » ma-

nière de penser, « une » façon de voir les choses... La majorité des enfants digère mal ces valeurs culturelles, car ce code ne correspond pas à la réalité de leur propre vie, il est le produit d'un milieu social différent : la bourgeoisie.

L'Éducation nationale administre une éducation de classe, au service de la minorité (bourgeoise) qui exploite et opprime la majorité (les travailleurs).

Des expériences scientifiques sur la soumission psychologique à l'autorité et au pouvoir ont démontré que deux personnes sur trois sont capables de commettre des actes, les plus impitoyables, sur le simple ordre émanant d'une autorité supérieure.

Éducation libertaire

L'enfant n'est pas une bête de cirque ; lui appliquer un dressage revient à détruire ses potentialités créatrices. Il doit vivre sa vie propre d'enfant. Il doit être respecté pour ce qu'il est et non pour ce qu'on veut qu'il soit.

L'éducation ne doit pas faire l'objet d'un projet préconçu, uniforme. Elle doit tendre à développer harmonieusement l'ensemble des possibilités de l'individu, qui lui permettront d'accéder à son émancipation réelle. L'enfance est une étape importante, mais il ne peut être question que d'aider l'enfant à s'auto-éduquer afin qu'il étende son sens critique des choses et de la remise en cause permanente.

Le mépris du travail manuel inculqué aux gens au bénéfice du travail intellectuel se traduit chez les travailleurs manuels par un complexe d'infériorité. L'éducation doit effacer cette division arbitraire qui sert de justification à l'exploitation et à l'oppression. Elle ne peut être qu'intégrale ; c'est-à-dire donner les moyens à l'enfant de se développer dans tous les domaines : physique, manuel et intellectuel.

dicter ses préceptes, mais encourager le goût du savoir et laisser à l'enfant la liberté de son épanouissement.

L'éducation sexuelle est un aspect très important de l'éducation. Elle suppose le respect de la sexualité infantile. Sa répression est cause de troubles sur le développement psychique de l'individu.

L'organisation et tous les aspects de la vie de l'école doivent être gérés en commun par les enfants et les éducateurs. Une assemblée générale hebdomadaire regroupera tous les membres de la collectivité pendant laquelle toutes les décisions, propositions, critiques feront l'objet de débats. Les voix des enfants et des éducateurs seront placées au même niveau. La pratique de la gestion directe de l'école apprendra aux enfants à s'auto-déterminer, à s'habituer à la vie publique, à la responsabilité.

Lutte globale pour une société globalement libre

Pour le mouvement anarchiste, l'éducation libertaire a toujours été une préoccupation permanente. Des anarchistes l'ont mis en pratique, en créant des écoles. Ces expériences, concluantes, ont démontré que l'enfant, et par conséquent l'adulte, si on lui en donnait les possibilités, était capable de parvenir à sa liberté : — Paul Robin : « l'orphelinat de Cempuis », 1880 à 1894 ; — Francisco Ferrer : « les écoles modernes », 1901 à 1909 ; — Sébastien Faure : « l'école coopérative intégrale La Roche », 1904 à 1917 ;

Le projet d'éducation libertaire n'entretient pas l'illusion que le changement de société sera le résultat de la libération de l'école. L'émancipation de l'enfant ne doit pas seulement concerner l'école, mais l'ensemble des relations qu'il a avec la société : famille, école, environnement, travail... Le combat pour la libération de l'école s'inscrit sur le même plan que la lutte contre l'exploitation économique, ainsi que de tous les aspects du capitalisme. Il est dangereux d'entretenir le mythe qu'il suffit de changer les structures économiques pour réaliser une société libre. La preuve matérielle de cette affirmation est l'existence même de pays tels que l'URSS, la Chine où les structures économiques du capitalisme privé y ont été modifiées, mais n'en demeurent pas moins des États dans lesquels l'exploitation matérielle, physique et mentale existe toujours.

Seule une société dont son mode complet d'organisation économique, politique et sociale permettra l'exercice de la liberté individuelle pourra être qualifiée de libre. L'éducation libertaire ne peut donc être qu'un élément d'un projet global de société : la société anarchiste.

« L'enfant n'appartient ni à Dieu, ni à la société, il appartient à lui-même. »

J. PELAEZ

Lire « L'éducation libertaire » de J.-M. Reynaud et G. Ambaues aux éditions Spartacus. En vente à Publico : 25 F.



Ils sont rentrés !

« ILS » sont rentrés. Les lampions des vacances d'été se sont éteints et les cartables sont ressortis des placards. Dix millions d'écoliers ont repris bon an mal an le chemin de la communale pour aller recevoir leur dose annuelle de « savoir établi ».

Pas grand-chose de changé dans le monde du tableau noir en ce début d'année scolaire 1982-1983. Les vagues de la « grande révolution sociale » du 10 mai 81 se sont sans doute brisées sur les portails des écoles. Dans ma cour de récréation, on s'arrête toujours, le corps immobile, au coup de sifflet du directeur, sans doute pour signaler que l'intelligence doit faire de même avant d'aller s'enfermer dans les classes soigneusement cloisonnées. Il paraît pourtant que Savary, ministre de l'Éducation nationale, avait adressé à l'ensemble du corps enseignant une lettre de rentrée les invitant à se lancer dans les initiatives pédagogiques...

Côté syndical, c'est bien sûr le silence et l'alignement ou presque sur les positions gouvernementales qui sont de rigueur. La FEN, syndicat majoritaire, corporatiste et réformiste, entend toujours apporter son soutien à l'équipe ministérielle et il est bien sûr exclu de sa pensée d'engager la moindre action d'envergure à l'heure où les fonctionnaires trinquent de tous côtés en matière salariale (blocage des revenus, impôt-chômage...) et à une époque où les promesses de nationalisation de l'enseignement privé sont repoussées aux calendes grecques.

Malgré quelques faits positifs (l'augmentation des postes d'instituteurs, plus de huit mille depuis le 10 mai 81, un timide reclassement indiciaire...), les problèmes demeurent réels quant à l'embauche de suppléants éventuels et à leur formation, le recrutement dans les écoles normales (l'exemple de l'EN d'Angers où 1 200 candidats vont se disputer neuf places !) et la formation de normaux, les classes surchargées. Pour ce qui est de l'encadrement hiérarchique, il est toujours là, bien en place, confortant d'ailleurs la majorité des enseignants dans leur routine pédagogique.

La lutte contre cette hiérarchie, et plus particulièrement contre l'inspection, est d'ailleurs un des thèmes principaux définis par le SGEN-CFDT il y a quelques mois, et elle s'inscrit précisément dans une remise en cause du métier lui-même.

S'appuyant sur les équipes pédagogiques et une réelle ouverture de l'école, ce syndicat minoritaire tente donc d'engager la lutte contre la hiérarchie en refusant purement et simplement toute inspection pour ses militants. Les réactions aux cas concrets, tant de la part du ministère que de la part du SNI (FEN), seront d'ailleurs intéressantes à enregistrer et à analyser.

Quant à l'enseignement privé, l'Église peut encore se frotter les mains puisqu'il se voit gratifié d'un confortable budget ; le rassemblement du Bourget en mai dernier n'aura pas fait changer la politique du gouvernement dans ce domaine et les deniers publics continueront donc à subventionner l'école des corbeaux.

Comme on peut le constater, notre travail de minorités révolutionnaires, tant à l'école émancipée qu'au SGEN-CFDT, est toujours aussi important et ce ne sont pas les axes de lutte, pédagogiques ou revendicatifs, qui nous manquent.

Patrick (groupe d'Angers)

H.A.A = Q.H.S. ?

CET article, malgré son titre, n'a aucune relation avec les équations mathématiques. HAA : Haute Autorité audiovisuelle. Voilà, c'est fait : tout ce qui, en France, se produit par la voix des ondes (radio-télévisions, du monopole, périphériques ou privées) est sous tutelle ou, si l'on préfère, sous haute surveillance.

Rappelons les faits. Fin août 1982 ont été nommés les neuf membres de la HAA. Dans l'ordre :

- Michèle Cotta, PDG de Radio-France, socialiste ;
- Paul Guimard, écrivain, socialiste ;
- Marcel Huart, syndiqué CGT de l'ORTF ;
- Jean Autin, ancien président de TDF ;
- Gabriel de Broglie, ancien président de l'INA ;
- Bernard Gandrey-Rety, réalisateur à l'ORTF (le seul vrai technicien de l'équipe) ;
- Daniel Karlin, journaliste, communiste ;
- Stéphane Hessel, ambassadeur, « l'œil neuf » d'après Fillioud ;
- Marc Paillet, directeur-adjoint de l'AFP, écrivain, marxiste.

Comme l'a déclaré Michèle Cotta, il ne s'agit pas « d'un détachement de l'Armée rouge ». L'événement, la création de cette Haute Autorité, ayant été large-

ment annoncé et commenté dans les grands médias, nous nous contenterons de poser quelques questions indiscrètes. Qui va commander la manœuvre ? F. Mitterrand, P. Mauroy, G. Fillioud, la HAA ou les PDG des différentes sociétés ?

L'histoire récente des affaires de police laisse prévoir des couacs retentissants.

Michèle Cotta a promis de respecter la pluralité des courants de pensée. Nous, anarchistes, nous prenons date et jugerons sur pièces.

Est-ce que ces neuf hauts personnages vont pouvoir vivre décemment avec un salaire mensuel de 30 000 F, des frais de représentation, une voiture et un chauffeur ?

Le choix de Michèle Cotta en tant que présidente de ce nouveau « machin » est-il idoine ? Le fait que pendant un an, alors qu'elle exerçait la présidence de Radio-France, France-Inter, ces radios ont perdu 2,5 millions d'auditeurs ne plaiderait pas particulièrement en sa faveur. Si Beaumarchais était parmi nous, il nous écrirait quelques répliques cruelles à ce sujet.

On murmure que la commission Holleaux serait dissoute et remplacée par une autre commission. On attend avec impatience sa création et la publication de son mode de fonctionnement.

La guerre pour la liberté des ondes est déclenchée et ne s'arrêtera plus. La brèche créée par les radios libres (et plus particulièrement par Radio-Libertaire) doit être élargie. En effet, à travers la création de cette HAA, c'est tout un quadrillage des ondes au profit de la social-démocratie qui est mis en place.

Deux exemples pour le prouver : dans les départements de la région parisienne où la coalition socialo-communiste est majoritaire, des radios départementales, financées par les impôts locaux, sont mises en place, avec des budgets considérables (deux millions de francs).

Simultanément, Radio-France implante des radios locales (une par département) du service public. Budget annuel pour chaque radio : sept millions.

Face à cette avalanche de milliards de francs lourds destinée à financer la propagation de la pensée officielle, les hommes libres vont avoir un sacré combat à mener. Une raison de plus pour se serrer les coudes et permettre à beaucoup de « voix sans maître » de se créer ou de continuer à émettre.

Yves PEYRAUT



CIVAUX, village paisible au bord de la Vienne, a été choisi par EDF pour implanter une centrale nucléaire (voir ML n° 444 du 13 mai 1982).

E. Hervé, ministre de l'Energie, a annoncé le 30 juin, à Poitiers, la décision du gouvernement : il y aura deux tranches de 1 300 mégawatts (au lieu de quatre), l'enquête d'utilité publique (EUP) ayant sans doute lieu à la rentrée, les gros travaux étant prévu pour 1985-1986.

A cette occasion, une vingtaine de personnes manifestèrent en faveur d'un plan alternatif régional à la centrale de Civaux...

Suite à cette déclaration, les prises de positions se multiplient :

- le patronat, la droite, le PC s'inquiètent des retards dans les travaux (du travail, des profits tout de suite !)
- le PS se félicite de tenir ses engagements et de mener une politique raisonnable et de concertation ;
- « la trahison appelle des sanctions »... Les cocus du 10 mai et de la commission d'information (comités d'information nucléaire, CFDT, PSU, Amis de la Terre, GSIEN) se lamentent et protestent au nom de la démocratie (?), leur riposte se limite à ces mots : « sanctions électorales, rassemblement à Civaux à la rentrée, enquête bidon », sans plus de précision.

Beaucoup de bruit, mais pas de propositions concrètes ! Ceux qui, il y a un an et demi, faisaient la lutte contre Civeaux sont bien timorés : à peine appellent-ils à une manifestation le premier jour de l'enquête, mani-

pour arriver jusqu'au cite, passer un certain nombre de barrages :

- barrage psychologique : un rassemblement organisé par des anarchistes, ça fait peur !
- barrage politique : LCR, CFDT

sagers), le tout accompagné de tracasseries diverses (contrôles de véhicules).

Enfin, il a fallu que nous nous transformions en panneaux indicateurs, les gendarmes arrachant

virons sur les bases d'un boycott actif, les organisateurs proposant leur aide. Ce fut un point très discuté puisqu'il est évident que pour empêcher la centrale de Civaux, seule une mobilisation large peut aboutir.

Beaucoup de nos adversaires doivent être déçus : il n'y a pas eu d'affrontements lors de cette journée, malgré la présence provocatrice des forces de l'ordre. En revanche, notre objectif initial, l'organisation d'un boycott actif, est atteint.

4 septembre à Civaux :

premier rassemblement sous le drapeau noir

festation qui ne semble même plus envisagée aujourd'hui que pour fin septembre !

C'est dans ce contexte que les groupes de la Vienne et de la Haute-Vienne de la Fédération anarchiste ont décidé d'appeler à un rassemblement anti-nucléaire le 4 septembre, avec pour objectifs : préparer le boycott actif de l'EUP, résister dans tous les domaines à la construction de la centrale.

Un rassemblement difficile d'accès

L'information, grâce à l'aide de nombreux compagnons et malgré la période des vacances, a permis à toute la population de la région, et même au-delà, d'avoir connaissance de ce rassemblement par affiches, tracts et communiqués aux journaux. Les médias ont généralement bien annoncé l'événement. Le beau temps incitait chacun à prendre l'air... Pourtant, la bonne centaine de personnes rassemblée le 4 septembre a dû,

et autres larbins du pouvoir se sont à plusieurs reprises désolidarisés publiquement de ce rassemblement, lui reprochant de n'être pas unitaire. Nous rappelons que le rassemblement était ouvert à tous et que si nous n'avons contacté personne pour le co-organiser, la CFDT, la LCR et autres ne nous ont jamais contactés pour les manifestations précédentes, ce qui ne nous a pas empêchés d'y participer si les objectifs de ces manifestations nous agréaient. Le boycott actif de l'enquête déplairait-il à ces organisations ?

- barrage policier : depuis la veille au soir, toute la région de Civeaux était quadrillée par la gendarmerie, des gardes mobiles installés dans les fermes abandonnées, sur le lieu du chantier et dans les casernes avoisinantes (1 200 gardes mobiles selon certains !).

La plupart des personnes qui sont arrivées sur le site ont été contrôlées (conducteurs et pas-

systématiquement le fléchage du site mis en place.

Les bases d'un combat

Comme les débats de l'après-midi l'ont confirmé, ce sont des personnes pour la plupart déterminées et sans illusions sur le pouvoir qui se sont déplacées. Après la projection d'un montage diapo, *Les anarchistes face au nucléaire*, un débat animé et ouvert a fait ressortir différents points :

- le lien étroit entre le nucléaire, l'armée, le pouvoir de l'Etat et le système capitaliste, la lutte anti-nucléaire ne pouvant aboutir qu'avec la remise en cause totale de la société ;
- la nécessité d'une lutte offensive contre la centrale, en particulier contre l'EUP. Cette lutte manifestement ne viendra pas des organisations qui ont boycotté ce rassemblement ;
- la possibilité de redynamiser la lutte à partir de quelques personnes de Civaux et des en-

Ce n'est qu'un début !

Une enquête préalable concernant les voies d'accès au site débutera le 14 septembre dans la seule commune de Civaux. L'enquête sur la centrale suivra, le dossier sera déposé à Poitiers, Montmorillon (sous-préfecture) et dans les neuf communes proches du site pendant environ un mois et demi. Le boycott, sous diverses formes, commencera dès le 14 septembre, avec des points forts tous les samedis (matinée et après-midi), le ralliement étant prévu à Civaux.

C'est avec l'aide de tous que ce combat aboutira. Toutes les personnes qui désirent soit participer au boycott, soit faire circuler l'information ou mener des actions parallèles, peuvent nous contacter à l'adresse suivante : SIA, BP 1044, 87050 Limoges.

Liaison Nord Haute-Vienne

le monde Libertaire

hebdobdo
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

SUPPLÉMENT AU N° 453 2 F

CES mois d'été n'auront pas été des vacances calmes pour les radios libres et Radio-Libertaire. C'est en effet au mois de juillet que le gouvernement, fidèle en cela à tous ses prédécesseurs, devait régler l'attribution des dérogations aux radios libres de Paris et sa région, radios libres que l'on appelle maintenant « radios locales privées » : tout un symbole !

Si cela fait quatre ans qu'il a été déposé des demandes de dérogation, c'est en fait le lundi 12 juillet que tout commence avec la parution dans la presse d'une liste dite des « deux cents » : deux cents radios demandant leur dérogation parmi lesquelles ne figure pas Radio-Libertaire.

Le lendemain, paraît une liste de quinze fréquences qui seraient attribuées sans que soit fait mention de Radio-Libertaire.

Fidèle en cela aux principes libertaires, la mobilisation commence immédiatement : les militants de la Fédération anarchiste diffusent des tracts, collent des affiches et se regroupent autour du ministère de la Communication, de l'Assemblée nationale et de la rue Cognac-Jay ; les auditeurs commencent, eux, à inonder de coups de téléphone le minis-

Après une semaine, durant laquelle Radio-Libertaire est passée sous silence, le dimanche 18 juillet, aux informations d'Antenne 2 à 20 h, Poivre d'Arvor fait remarquer à l'avocat des radios libres non fédérées nommé par le gouvernement, Bessis, que trois grosses radios manquent sur les listes : Fréquence Gay, Radio-Libertaire et RFM.

En une semaine, grâce aux militants, grâce aux auditeurs, grâce à leurs volontés, grâce à leur nombre, Radio-Libertaire et l'anarchisme sortent du silence dont on les entourait. Alors qu'à l'assemblée générale du 17 on entendait que toutes les radios avaient tripatoüillé dans les ministères et le reconnaissent, Radio-Libertaire faisait montre de sa détermination par l'action, par l'intégrité morale et non par les éternelles solutions « politiciardes ». Dès cette assemblée générale, Radio-Libertaire propose ce qui sera sa constante : la seule solidarité possible passera par la

Nous avons eu cette semaine-là, pour nous enquérir de notre dossier, deux entretiens qui ne donneront rien : notre dossier est correct, mais les critères de choix seront subjectifs, nous a-t-on dit. Cela consistera donc à légitimer ce que nous connaissons depuis longtemps, les tractations politiques et financières ; cela consistera aussi à déclarer hors-la-loi des radios parfaitement en accord avec la loi !

Les assemblées générales de radios libres auxquelles les « fédérations » participent achèvent de nous convaincre : les deux fédérations font le travail du gouvernement en acceptant le nombre de quinze fréquences et en acceptant les fameuses « mariages contre nature ».

Auparavant, Radio-Libertaire manifestait en voiture pendant trois heures dans tout Paris pour le droit à l'expression et pour clamer sa détermination.

Le mercredi 21 juillet, la commission Holleaux publie une liste de huit fréquences.

Le jeudi 22 juillet, la commission Holleaux publie une liste de neuf autres fréquences ainsi qu'une liste complémentaire : Radio-Libertaire n'est présente ni sur l'une ni sur l'autre liste. Il faudra attendre le lendemain

des Fédérations anarchistes et de l'Association internationale des travailleurs font parvenir leurs messages de soutien au Premier ministre, et nos compagnons du mouvement libertaire espagnol et bulgare en exil interviennent en direct à l'antenne pour assurer leur total soutien à Radio-Libertaire.

libérons les ondes

Le mardi 20 juillet, leurs positions sont claires : pas de front des mécontents, pas de soutien aux radios sans dérogation et création d'un syndicat unique des radios libres sur la bande F.M. C'est en fait la mort de la Radio Libre qui vient d'être prononcée et l'avènement de la Radio Locale Privée. D'ailleurs la grève décidée en assemblée générale sur proposition du comité des dix, qui devait se concrétiser par le passage de 0 h à 17 h d'un bip-bip style brouillage sur toutes les radios avec la lecture d'un texte du genre « Voici ce que vous risquez d'entendre sur cette fréquence et sur bien d'autres encore si les dérogations sont attribuées à des radios de presse, municipales, confessionnelles et autres lobbies », ne regroupera que cinq ou six radios, ce qui en dit long sur le rôle joué par les « fédérations ».

La semaine suivante verra une nouvelle étape de mobilisation. Alors que les coups de téléphone continuent d'une manière intense, des lettres de soutien arrivent par centaines à M. Fillioud, des lettres motivées et résultant de démarches individuelles montrant une détermination bien différente des pétitions, et dont nous avons les doubles, ce qui démontrera la mauvaise foi du ministère où l'on prétendait qu'il y avait eu cinq ou sept lettres qui étaient parvenues.

Le ministère de la Communication et TDF, et leur politesse ainsi que leurs demandes feront impression.

Une assemblée générale de radios libres se tient le samedi 17 juillet à l'initiative des « fédérations » (FNRL et FNRLTI) et un comité d'initiative de dix membres (quatre représentants des fédérations, quatre radios fédérées et deux indépendantes, Radio-Paris et Radio-Libertaire) est nommé pour se réunir le dimanche.

pour qu'un communiqué de la commission Holleaux déclare la nécessité d'octroi de fréquences pour Radio-Solidarité (gaulliste ?) et Radio-Libertaire par souci de pluralisme. Pour nous, la mobilisation continue encore et nous encourageons les radios à ne pas céder à la panique devant les paroles de répression qui ont été dites, à ne pas s'engager dans des actions violentes.

Depuis une semaine existait le Comité-Riposte, regroupant une vingtaine de radios (dans lequel nous sommes actuellement observateurs) ; ce comité fera paraître un communiqué reprenant nos principes de « rester sur sa fréquence et la faire respecter collectivement ». Il s'organiserait sur le plan juridique pour étudier le fonctionnement de la commission Holleaux ; sur le plan technique pour proposer une répartition de bien plus de dix-huit fréquences ; sur le plan de la solidarité entre les radios.

Le soutien s'amplifie toujours et, à côté d'une « journée télégrammes » qui sera une réussite, il devient international. Toutes les sections de l'Internationale

La presse nous citera tous les jours, s'informeront auprès de nous ; *Le Quotidien de Paris* fera un article sur nous sous la plume de Thiollot, enfin TFI fera un interview de Radio-Libertaire après laquelle on entendra Fillioud dire l'importance du mouvement libertaire dans le patrimoine historique du socialisme.

Si le climat de terrorisme fera oublier un peu les radios libres dans la presse, le soutien à Radio-Libertaire ne cessera de s'amplifier : organisations, salariés d'entreprise, sections syndicales et même des élus municipaux socialistes ; achats de bons de soutien, mais aussi de livres et de disques à la librairie du *Monde libertaire*.

Radio-Libertaire a fêté son premier anniversaire et a reçu des centaines de cartes postales envoyées par les auditeurs.

Non ! Radio-Libertaire ne se taira pas !

Aucune raison n'a été donnée quant à la non-obtention de la dérogation, le cahier des charges est respecté, autofinancement par les auditeurs. Il nous est reproché de ne pas être regroupé ? Radio-Libertaire est un regroupement de radios émettant sous Giscard d'Estaing, saisies, et dont les animateurs ont été poursuivis par la justice.

(suite au verso)

DANS le petit monde des radios libres (?) dites « locales privées », une engeance particulière sévit sans vergogne. Ce sont ceux qui prétendent parler au nom des stations : les diverses fédérations présentes au sein de la commission Holleaux. Ces gentils jeunes gens sont considérés comme les représentants officiels de l'ensemble des radios, bien que beaucoup de ces dernières et non des moindres (comme Radio-Libertaire) ont refusé de lier leur sort à ces politiciards.

En effet, ces trois associations, ALO, FNRLNC et FNRLTI, ont commencé par se servir d'abord elles-mêmes (on n'est jamais si bien servi...). Par exemple, pour la première, son représentant à la commission, De Bodinat, est à Radio-Nova, laquelle est dérogée avec Radio-Ivry, dont les fondateurs sont à l'origine de cette dérogation. C'est la famille tuyau de poêle. Son suppléant, Sigogneau, est « directeur technique » d'un projet de papier appelé « Big Ben », dérogé avec Cité 96. Bien évidemment, tout ce joli monde se réserve les fréquences autorisées les plus puissantes, pourquoi se gêner...

Les deux autres n'ont vraiment rien à leur envier question magouilles, et *Le Monde libertaire* se fera un plaisir d'informer ses lecteurs si ces jeunes gens regrettent trop de ne pas être eux aussi cités dans cet article.

Ces fédérations ne représentent rien, sinon elles-mêmes (elles sont impuissantes à faire observer à leurs propres adhérents la moindre action commune.



Elles ont poussé le vice, pour se dédouaner auprès de leurs adhérents mécontents du résultat de leurs travaux dans cette fameuse commission, jusqu'à se désolidariser de la liste publiée pour Paris. N'ayez crainte, elles sont revenues à la soupe pour continuer les dossiers de province. Dame, si officiellement les membres de cette commission officielle sont bénévoles, il y a cent façons « avantageuses » pour qu'un bénévolat soit quand même un peu lucratif.

Le Canard enchaîné a récemment publié un article où on nous montre Jean-Baptiste Doumeng (le milliardaire rouge) en train de s'intéresser aux radios locales ou plutôt à leurs futures pubs commerciales : le marché est juteux.

Toutes les fédérations sont pour la réclame sur leurs antennes, seules les modalités « d'application » font l'objet de divergences entre elles. Elles voient plus loin que la « défense » de leurs cotisants et espèrent avec des projets communs d'agences de presse, de placement de pubs, de réseaux techniques prendre la haute main sur tout ce qui n'est pas monopole d'Etat. Il se crée insidieusement un autre monopole. Et ces personnages magouilleurs poussent du coude et se poussent du col pour s'en assurer la mainmise (et le fric qui va avec...).

Les auditeurs naïfs qui croient que les radios qu'ils animent vont changer quelque chose dans l'information ou la culture se trompent : toutes aspirent à devenir des RTL au petit pied. La fameuse liberté d'expression est un leurre à usage externe qu'ils agitent pour camoufler leur appétit de pouvoir et de fric.

J.-J. JULIEN

(suite du recto)
Radio-Libertaire est un regroupement d'anarchistes, de syndicalistes, d'espérantistes, de pacifistes, de libres penseurs, etc. Mais il faut dire avec force qu'aucun regroupement ne nous a été proposé officiellement et que l'on ne peut être qu'écœuré de la façon dont ils se sont fait : au café à côté du ministère.

Radio-Libertaire ne se taira pas, elle est devenue une nécessité. Née d'un congrès de la Fédération anarchiste, elle est appréciée, mais aussi financée par ses auditeurs, elle permet à nos compagnons de tous les pays de décrier la dictature régnant dans leurs pays comme ceux de l'Est, elle permet à nos compagnons syndicalistes d'intervenir réellement alors qu'aucune radio ne les accueille régulièrement, mais elle permet surtout à l'anarchisme de s'exprimer de façon sérieuse.

L'anarchisme prouve sa cohérence, sa richesse, son sérieux, sa filiation historique et propose pour la société actuelle : l'anarchisme est enfin écouté et reconnu, même si on n'est pas d'accord, au même titre que les autres.

Radio-Libertaire ne peut accepter de retourner dans le si-

lence, elle émettait déjà sous Giscard, pourquoi ne continuerait-elle pas d'émettre sous Mitterrand.

Une huitaine de radios-papier n'ayant jamais existé ont leur dérogation ; les communistes, farouches défenseurs du monopole et pourfendeurs des radios libres ont leur dérogation, et Radio-Libertaire ne pourrait s'exprimer ?

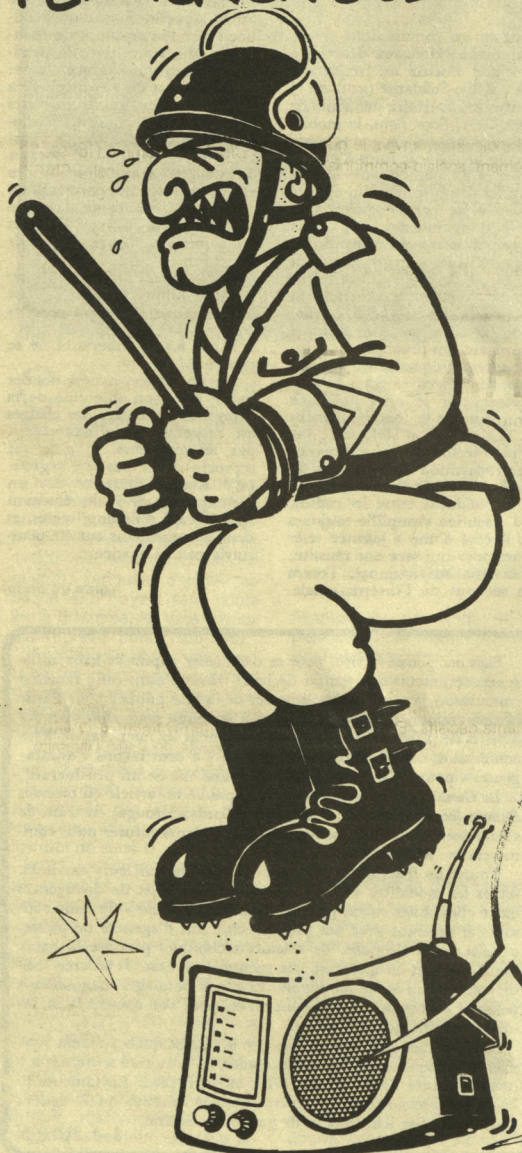
La balle est dans le camp socialiste. Au risque de s'aliéner une part non négligeable de son électorat du 10 mai, dans une période sociale et politique troublée, les socialistes vont-ils par la force renouveler la lutte entre socialisme autoritaire et socialisme libertaire ? Le fait que le milliardaire rouge du PCF Doumeng prend contact avec une fédération de radios libres va-t-il activer cette opposition ?

Le camp, lui, a serré les cordes ; on sait qu'il pratique réellement la solidarité et qu'il va au bout de ses idées ; alors il attend, calme et serein de savoir s'il faudra encore se battre pour le droit à l'expression.

Non, Radio-Libertaire ne cessera pas d'émettre. Radio-Libertaire est la voix sans maître !

Stéphane

**ELLE VEUT PAS
FERMER SA GUEULE**



CE JOUR-LÀ : JEUDI 29 JUILLET 1982, A 13 H, SUR TF1...

EN conclusion du premier acte de la partie de bras-fer entre Radio-Libertaire et les autorités de l'Etat français, combat que racontent par ailleurs dans ces colonnes nos compagnons de la FA, Georges Fillioud était interviewé par les journalistes de TF1. Pour les lecteurs de *Monde libertaire*, nous avons condensé ci-dessous l'essentiel du sujet consacré aux radios libres pendant près de dix minutes.

Plan américain sur Yves Mouroussi : « Trois attitudes possibles : le sourire à pleines dents, le sourire jaune, et puis les pleurs et les grincements de dents. En quelque sorte, trois attitudes qui correspondent à la situation des radios libres aujourd'hui, après la remise du rapport de la commission Holleaux, et la fameuse attribution des fréquences... puis il y a ceux qui ne sourient plus du tout ; ils avaient l'espoir, puis la commission a tranché, plus d'espoir, ils sont exclus. »

Un journaliste (Stéphane Magnié) : « Etre autorisé par la commission Holleaux, c'est souvent une question de vie ou de mort pour une radio libre parisienne. Outre l'attribution d'une fréquence, cette reconnaissance donne accès à des moyens de financement indispensables à la survie de la station. Pour cela, les cent cinquante radios libres devaient accepter un certain nombre de conditions sur les programmes, la publicité et surtout se regrouper entre elles, ensuite il a fallu choisir et bien que la commission Holleaux ait été acceptée par tous (1), la quinzaine d'exclus protesté. »

• Reportage au 145, rue Amelot — Travelling sur la boutique, les affiches de soutien, Stéphane, Maurice, Julien et Roland, membres de la Fédération anarchiste. Question (voix off) d'un journaliste : Comment réagissez-vous au fait que Radio-Libertaire n'ait pas eu de fréquence attribuée ?

— Réponse de Stéphane : A moins que ce ne soit parce que l'on est une radio libertaire, à moins que ce ne soit pour la

pensée que l'on émet, sinon on ne voit pas du tout, et les et les différents entretiens qu'on a eus l'ont prouvé, on ne voit pas du tout pourquoi on ne l'a pas.

— Journaliste : Est-ce que vous êtes regroupés avec d'autres radios ?

— Stéphane : Il n'y aurait pu y avoir qu'un regroupement avec une radio de pensée libertaire. On ne nous en a pas proposé et on n'en connaît pas (2).

• Deuxième reportage sur Radio Solidarité — Ton général de l'entretien : mondain, bon chic bon genre, « noblesse oblige » (sic).

• Suit un troisième reportage sur Ici et Maintenant dont deux animateurs font la grève de la faim, animateurs qualifiés de jeunes idéalistes (sic) (3).

• Retour sur le plateau de TF1 où Yves Mouroussi lance le débat : « Voilà pour quelques réactions de ceux qui sont pour l'instant les exclus de cette liste. Alors je voudrais tout de suite, avant qu'Yvan Charvent (4) pose quelques questions au ministre de la Communication, demander à G. Fillioud ce qu'il pense de ces réactions. On a employé de grands mots, on a parlé d'injustice, de liberté étouffée. Quelle est votre réaction ? »

— G. Fillioud : bla, bla, bla... se mettre à la place de ceux qui... bla, bla..., la réalité est que jusqu'ici tous ceux qui viennent de parler et même beaucoup d'autres n'avaient aucun statut légal, il n'y a pas si longtemps ils étaient pourchassés et chassés... (5).

— Yvan Charvent (coupant Fillioud) : Par rapport à l'attente qui était celle des...

— Fillioud (piqué au vif) : Il ne faut pas prendre le non-événement. L'événement c'est qu'il y a dix-huit stations de radios à Paris qui vont désormais recevoir un statut légal. C'est une avancée considérable pour les libertés, pour la liberté.

— Yvan Charvent (revenant à la charge) : On s'attendait quand même à ce que la commission Holleaux arrive à répartir un maximum de sensibilités. Là on constate, même parmi les sensibilités politiques, qu'il y en a deux aux deux extrêmes, si tant est qu'on puisse considérer que les libertaires sont à l'extrême gauche, Radio-Libertaire d'un côté, Radio-Solidarité de l'autre, qui représentent deux sensibilités et qui vont se retrouver exclues.

— Fillioud (en résumé) : La commission Holleaux a travaillé avec sérénité, avec un sens de l'équité et de la justice (6). Il ne peut y avoir que dix-huit fréquences sur Paris (7).

— Charvent : Il y en a soixante à New York. Est-ce que la Défense nationale a vraiment besoin de cette bande ?

— Fillioud : C'est une légende, etc.

— Charvent : Ce qui apparaît choquant, c'est que des projets qui n'avaient aucune existence ont été préférés finalement à des radios confirmées et d'une qualité incontestée, c'est le cas d'Ici et Maintenant, etc.

— Fillioud : Un instant d'abord sur les deux autres qui se sont exprimées, ce sont comme par hasard des radios politiques qui sont d'un bout à l'autre de l'échiquier.

D'UN CÔTÉ LE MOUVEMENT LIBERTAIRE QUI EST UN COURANT AUTHENTIQUE FRANÇAISE ET DE SON PATRIMOINE INTELLECTUEL, et de l'autre Radio-Solidarité, présidée par M. Malaud, ancien ministre et toujours de droite, qui s'affirme elle-même comme la voix de l'opposition. Aucune discrimination de caractère politique n'est intervenue (sic). Aucune, si vous regardez la couleur de ces différentes radios autorisées et leurs animateurs, vous vous apercevrez que c'est très divers (re-sic). Mais il se trouve que ces deux-là, en raison de leur spécificité, ont refusé l'une et l'autre de rechercher un regroupement avec d'autres amateurs de radios. Or, dans un domaine de rareté comme celui-ci, qui aurait compris que pour le mouvement libertaire, pour ce qu'il représente et pour le petit mouvement de M. Malaud, qui aurait compris que ces deux radios aient un droit exorbitant ! (8).

Suit un développement assez long sur Ici et Maintenant. Et le journaliste reprend : « Est-ce que vous allez confirmer les attributions de la commission Holleaux et quand ? »

— Fillioud : ... respect pour les conditions dans lesquelles elle a travaillé, et je m'efforcerai de la suivre, sauf s'il y a une information qui me parvenait et dont la commission n'avait pas connaissance quand elle s'est prononcée...

D'ailleurs, rien ne presse, puisque je n'ai pas signé encore les arrêtés ministériels ; les autorisations légales, comme les avis de la commission, doivent faire l'objet d'une instruction administrative. Je ne le ferai sûrement pas avant la rentrée. Donc, d'ici là les choses continuent comme elles allaient jusqu'ici. J'espère qu'à ce terme nous aurons trouvé une solution.

Nelly et Yves

(1) Affirmation erronée, un certain nombre de radios libres (dont Radio-Libertaire) contestant la légitimité de cette commission. Quand ces lignes seront imprimées, cette contestation risque d'être devenue générale.

(2) A noter que ce reportage a duré au maximum quinze secondes, suite à un découpage dans une prise de son et de voix d'au moins un quart d'heure à « la boutique ». Litote, quand tu nous tiens !

(3) Depuis, Ici et Maintenant fait partie des stations « regroupées ».

(4) Journaliste inconnu, mais qui lors de la suite de l'émission va se montrer un défenseur intraitable et agressif des radios exclues. Bravo pour son indépendance d'esprit !

(5) Question à 100 F à G. Fillioud : quand va-t-il nous rendre le matériel saisi de Radio-Trottoir et de Radio-Alarme ?

(6) Pour les témoins des travaux de la commission Holleaux, ce commentaire vaut son pesant d'objectivité.

(7) Affirmation inexacte : voir le dossier établi par Radio-Libertaire.

(8) Radio-Libertaire pouvait difficilement se regrouper dans le cadre d'une commission qui n'a consenti à s'apercevoir de son existence qu'après vingt-cinq jours d'un combat acharné mené par la Fédération anarchiste et les auditeurs de Radio-Libertaire.

Copie de la lettre d'un auditeur adressée à G. Fillioud

Monsieur le Ministre,

Je n'ai pas pour habitude de m'adresser à de hauts fonctionnaires, aussi je vous prie de m'excuser par avance si mon style n'est pas académique ; je puis vous affirmer qu'il n'en sera pas moins sincère et direct.

L'affaire qui me conduit à écrire à un ministre peut être supposée grave, elle est au moins importante ; je vous en laisse juge. Vous n'êtes pas sans savoir qu'un certain nombre d'émetteurs radio fonctionnent localement, régulièrement depuis un certain temps déjà et plus irrégulièrement depuis plus longtemps encore.

Vous devez, si j'en crois le peu d'informations qui filtrent au travers des médias, accorder quelques dérogations qui permettraient à certaines radios (que l'on continue à appeler libres) de poursuivre, avec l'accord du gouvernement auquel vous participez, donc officiellement leurs émissions.

Je me permets bien humblement de vous signaler, Monsieur le Ministre, qu'il existe à Paris une radio appelée Radio-Libertaire dont l'adresse est 145, rue Amelot, Paris 11^e, émettant sur 89,5 MHz et ouvertement libertaire.

Par sa définition même, cette radio semble avoir des difficultés à être tolérée.

Je peux vous affirmer qu'elle bénéficie d'une écoute comparable aux stations depuis longtemps en place, mais je peux vous certifier qu'elle a ses auditeurs : j'en suis sûr.

Je suis persuadé que vous avez, Monsieur le Ministre, grande envie de savoir ce qui peut conduire un citoyen anonyme à soutenir une équipe de radio parmi d'autres, je vais vous l'expliquer :

- le principe d'une radio libre — j'entends par là libre de toute influence d'argent et de pouvoir — me séduit. Pas vous ?

- les anarchistes appartiennent par leur histoire au mouvement ouvrier et moi je suis ouvrier ;

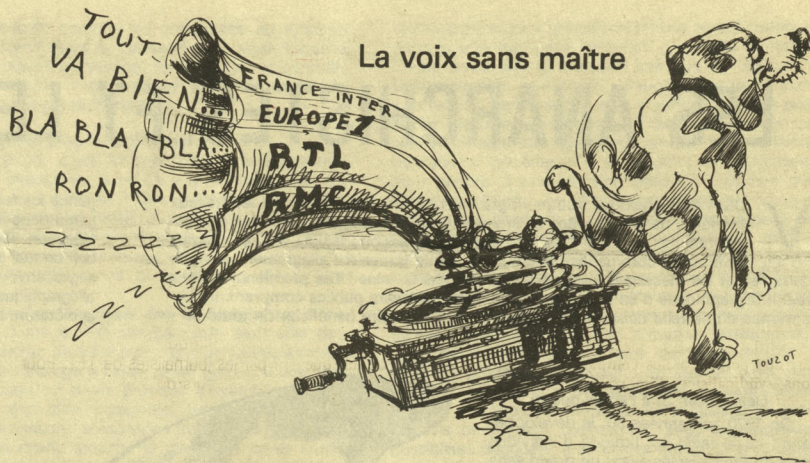
- le mouvement libertaire ne bénéficie, à ma connaissance, que du silence ou de la calomnie de l'information en général ; alors pourquoi ne pas, dans un souci profond du respect de la liberté d'expression, laisser aux bannis le droit de s'exprimer ?

- enfin, loin du professionnalisme et de la publicité intermittente, Radio-Libertaire m'offre une sélection de disques, d'invités, de débats et d'émissions qui me convient parce qu'intelligente et sympathique, et quand on rentre de son travail c'est appréciable, je suis sûr que vous en conviendrez Monsieur le Ministre.

Voilà pourquoi je me suis permis, sans aucune intention d'obliger votre décision, de vous écrire que Radio-Libertaire a parfaitement sa place sur les ondes d'un poste pour lequel comme tout un chacun je paie régulièrement une redevance qui parmi d'autres choses me donne le droit, comme vous le comprendrez, de tout au moins donner mon avis.

Vous souhaitant bonne réception et restant à la disposition de Radio-Libertaire pour la soutenir dans sa volonté d'exister, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

Monsieur Jean A. de Villejuff
Le 7 juillet 1982



Témoignages de solidarité avec Radio-Libertaire

DANS notre lutte contre le monopole d'Etat et pour la libération des ondes, aux innombrables manifestations individuelles de solidarité est venue s'ajouter l'aide du mouvement libertaire international, ainsi que le témoignage de sympathie de nombre d'organisations ou de groupements de France et de l'étranger. Nous présentons ici quelques-uns des télégrammes reçus.

- **Madrid (Espagne) :** « Nous nous solidarisons avec la lutte que vous menez et nous condamnons la répression exercée contre cet important moyen informatif que représente Radio-Libertaire-Paris pour le mouvement libertaire international. A votre disposition. »
Comité national de la CNT
- **Savona (Italie) :** « L'Internationale des Fédérations anarchistes fait cause commune avec votre campagne pour le droit à la libre expression. »
*Umberto Marzocchi
Secrétaire de l'IFA*
- **Muelheim (Allemagne fédérale) :** « Nous nous solidarisons avec Radio-Libertaire qui ne doit pas mourir. »
Trafik-RFA
- **Lisbonne (Portugal) :** « Libertaires portugais solidaires de Radio-Libertaire. Protestation contre bâillonnement de l'émission d'idées libres. »
A Batalha
- **Melbourne et Sydney (Australie) :** « Nous voulons crier notre indignation envers le gouvernement social-communiste de France et nous réclamons la complète autonomie pour Radio-Libertaire de Paris. »
Groupes « Acracia » et « Nosotros »
- **Harlem (Pays-Bas) :** « Amis, toute notre aide pour Radio-Li-

bertaire. »

De Vrije Anarchist Magazine

• **Milan (Italie) :** « Nous vous adressons notre solidarité contre la tentative de l'Etat de réprimer votre radio libertaire. »
Rédaction de « A Rivista anarchica »

• **Quelques organisations nous ayant témoigné leur soutien :** La Libre-Pensée (bureau national), Syndicat des correcteurs CGT, Fédération locale de Cologne et Comité national de l'IFAU (RFA), l'ensemble des adhérents du syndicat CGT de l'hôpital San Salvador de Hyères (Var), SIA (région parisienne), le Centre de culture sociale de Sao Paulo (Brésil), Ligue des Droits de l'homme (18^e section), Fédération locale CNT de Buenos Aires (Argentine), ainsi que d'autres envois du Mexique, du Venezuela, d'Angleterre, de Malte, de Belgique, d'Espagne, du Canada, de Suède, des Pays-Bas, d'Italie, etc.

DES AUDITEURS A LA HAUTEUR !

ON peut imaginer naïvement que tous ceux qui, dans ce pays, ont pour mission d'informer, s'interrogeront un jour prochain sur l'absence totale de dignité qui consiste à faire reposer leur « liberté d'expression », qu'ils se montrent par ailleurs si prompts à invoquer, sur le bon vouloir et l'intérêt de groupes financiers ou de mécènes (avec la somme de pressions et d'autocensure que cela entraîne toujours), et sur l'apport juteux assuré par les marchands de soupe, autre appellation désignant les publicitaires. En attendant, fidèle au principe qui a toujours présidé à la publication du *Monde libertaire*, Radio-Libertaire, cet autre moyen d'expression mis sur pied par les militants de la Fédération anarchiste, annonçait la couleur, dès ses premiers instants d'émission, en expliquant clairement son origine, son orientation « politique » comme son opposition irréductible à toute forme de financement occulte ou issu de la publicité. Ce principe, s'il honore les rares organes d'expression qui s'en inspirent, les amène cependant à connaître souvent des difficultés financières, faciles à imaginer compte tenu des impératifs économiques et des lois en vigueur, faites pour bâillonner tout

ce qui refuse de se vendre au plus offrant. Pour pallier ces difficultés, les lecteurs habituels de ce journal savent qu'il leur est fait régulièrement appel et que sans leur appui *Le Monde libertaire* n'aurait pu connaître la périodicité hebdomadaire qui est la sienne depuis quelques années, et ne pourrait continuer d'assurer cette parution. Dans le cas de Radio-Libertaire, outre l'apport militant qui a permis de se doter du matériel d'émission et qui continue en partie de maintenir en vie depuis plus d'un an la voix libre des anarchistes, il fallait trouver une source supplémentaire de revenus qui nous permit de faire face aux lourdes charges qu'entraîne l'existence d'une station radio, sans pour autant être tenu de faire la moindre concession sur notre liberté de ton et de parole. Et là encore, à qui, sinon aux auditeurs de Radio-Libertaire, pouvions-nous faire appel ? Cet appel présentait d'ailleurs un double intérêt. Une aide financière indispensable, comme nous venons de le voir, et la confirmation que cet auditoire auquel nous nous adressions existait bel et bien. Car en matière de radio — de radio libre —, faire appel au soutien

d'auditeurs, quelques semaines seulement après un début d'existence, c'est se lancer dans l'inconnu. Si le nombre de lecteurs d'un journal peut, en effet, être aisément calculable, il ne peut en aller de même pour une radio comme la nôtre, que la cherté des sondages officiels prive de ce moyen d'en savoir davantage sur la quantité et la nature de ses auditeurs. Pourtant, malgré cet inconnu, l'assurance que nous avions de toucher par nos paroles tous ceux, chaque jour plus nombreux, que le ronron quotidien écarte d'une radio télévision chloroforme, nous faisait pressentir ce succès manifeste qu'a connu Radio-Libertaire en région parisienne, succès qui n'a fait que croître. Dès la naissance de Radio-Libertaire, les discours chaleureux des auditeurs, qui furent — et qui demeurent toujours nombreux — à nous téléphoner, le passage de nombre d'entre eux au siège parisien de notre mouvement, assuraient la réussite des diverses formes de soutien que nous avons proposées depuis le 1^{er} septembre 1981, et qu'il n'est pas inutile de rappeler ici :

- vente de badges Radio-Libertaire, de T-shirt, de bons de soutien ;
 - réalisation d'une tombola ;
 - organisation de soutien à Bobino, rempli à ras bords, pour applaudir Font et Val, Louis Capart et Alain Aurenche.
- Mais l'aide d'auditeurs à une radio telle que Radio-Libertaire ne se situe pas, fort heureusement, que sur le strict plan financier, mais peut aussi prendre la forme d'un soutien moral permanent et d'une présence physique déterminante dans les moments décisifs. Et là encore, la répression insidieuse qui s'est abattue sur Radio-Libertaire en plein mois de juillet, période bénie des pouvoirs pour porter leurs coups bas, a montré que cette forme de soutien n'était pas un vain mot. Aussitôt connue la décision gouvernementale d'écarter Radio-Libertaire de la liste des stations accréditées, cette solidarité des auditeurs se manifestait par d'incessants appels téléphoniques au ministère concerné, celui de la Communication, ainsi que par l'envoi massif de lettres et de télégrammes à ce même ministère ainsi qu'à Matignon, résidence du Premier ministre, écrits qui en disent plus que quelques mots du triste Fillioud sur l'attachement de milliers d'individus à

une forme de pensée et à une radio qu'ils ne souhaitent pas classer au rang des souvenirs, mais continuer d'entendre longtemps encore. (Voir ci-contre la lettre envoyée par un auditeur à M. Fillioud, que nous avons choisie car résumant ce que beaucoup d'autres ont écrit avec la même détermination. Néanmoins, la situation de Radio-Libertaire reste critique. Déterminés à poursuivre une aventure que vous êtes nombreux à avoir partagée avec nous, nous vous appelons à veiller attentivement à la situation présente de Radio-Libertaire, celle-ci pouvant évoluer d'un jour à l'autre, au gré des jésuites du socialisme aujourd'hui au pouvoir. Au soutien moral et financier que vous nous avez témoigné au cours de l'année d'existence de notre radio, il pourra vous être demandé de mêler vos voix et votre présence massive à la « force tranquille », la vraie que nous prétendons représenter. La voix sans maître continuera d'émettre, contre la volonté des voix officielles et autorisées, car elle est une voix libre qui n'a de comptes à rendre qu'à ceux que sa liberté de ton et de parole a séduits, et qui l'ont aidée à vivre : ses auditeurs.

Floréal

LES ANARCHISTES ET LES ONDES LIBRES

VOILÀ déjà quelques quatre-vingts ans que Marconi, reprenant les travaux de Hertz, parvenait grâce à l'émission et à la propagation d'ondes électromagnétiques à réaliser les premières transmissions radios. Heureux temps où les scientifiques comme les bricoleurs de génie pouvaient allégrement envoyer dans l'éther les messages télégraphiques les plus farfelus ! Les premières liaisons radiotélégraphiques n'en restèrent pas là et les pouvoirs publics comprenant l'importance d'une telle découverte, il fallut bien sûr en faire bénéficier de toute ur-

gence les forces armées des divers pays industrialisés. De part et d'autre, on s'ingénia dans les années 20 à perfectionner les différents systèmes d'émission et de réception. Bien que rudimentaires, il faut croire que ces installations fonctionnaient bon an mal an, et c'est encore avec une émotion certaine que l'on songe aux messages envoyés par voie hertzienne par les insurgés de Kronstadt. Appels radiotélégraphiques s'adressant au prolétariat et incitant les ouvriers à se révolter contre la dictature bolchévique.

Des années 20 à l'après-guerre

De 1920 aux années 30, le développement de la radio est l'œuvre d'individus plus ou moins isolés ayant un grand sens des sciences expérimentales mais menant leurs travaux en tant qu'« amateurs » en dehors des sphères officielles de la recherche fondamentale. Les précurseurs, se souciant fort peu des règlements administratifs et profitant du fait que le législateur n'avait pas encore limité le droit d'émettre, se lançaient dans une série de travaux et d'expériences parvenant ainsi à des résultats surprenants : il était désormais possible de réaliser des liaisons radio à grandes distances de pays à pays, voire de continent à continent ! Pour ce faire, la découverte et l'utilisation de diverses fréquences d'ondes radio-électriques faisaient l'objet de nombreuses expériences. On s'était en effet aperçu que l'utilisation des grandes ondes, si elle offrait une grande stabilité sur le plan de la propagation, ne permettait que difficilement des liaisons à grandes distances. Il fallait pour réaliser ces dernières disposer d'une puissance d'émission considérable.

Les débuts de la radio se firent donc en utilisant des ondes radioélectriques dont la fréquence se situait aux alentours de 100 kHz (G.O.) d'où l'on passa progressivement à la découverte et à l'utilisation des ondes dites petites ou moyennes (P.O.), de 540 à 1 600 kHz, et enfin, grâce aux travaux de nombreux radio-amateurs, à celle des fameuses ondes courtes (O.C.), de 1 600 à environ 50 MHz. On n'insistera jamais assez sur le rôle déterminant que jouèrent tous ces radio-amateurs dans la découverte et l'utilisation des ondes courtes pour la réalisation de liaisons à longue distance à partir de puissance d'émission très réduite (quelques dizaines de watts). Ce sont eux qui sont à la base du prodigieux développement de toutes les liaisons radio-électriques (radiotélégraphie ou radiophonie) ; mais ce merveilleux moyen de communication entre les hommes devait très rapidement tomber sous la surveillance étroite de l'Etat.

Sans doute au titre d'un remerciement symbolique, les radio-amateurs se virent attribuer des bribes de fréquences correspondant aux misérables miettes que descendait à bien vouloir leur céder le pouvoir. Et encore, il fallait dans cette affaire que ces inoffensifs bricoleurs, ces doux dingues du fer à souder, de la galène et des solénoïdes se soumettent à un règlement particulièrement sévère et contraignant. La censure, un moment écartée de toute cette affaire, revenait triomphante et faisait valoir tous ses droits ! Pour pouvoir émettre, il fallait, en plus des connaissances techniques et scientifiques indispensables, disposer d'une station d'émission en tout point conforme au règlement administratif et notamment s'astreindre à tenir un registre sur lequel devaient être notés toutes les liaisons, ce document pouvant être réclamé à tout moment par la force publique. Les radio-amateurs font toujours l'objet, de nos jours, d'une surveillance particulièrement efficace et la nature des communications doit rester d'ordre strictement technique.

Juillet 1936, Barcelone est aux mains de la CNT et de la FAI. Pour la première fois dans l'histoire des peuples, la voix anarchiste se fait entendre sur les ondes.



Le début et la fin des émissions quotidiennes sont ponctués par le célèbre chant *A las barricadas*. Nos aînés espagnols se souviennent de cette voix sans dieu ni maître appelant à la mobilisation de tous les travailleurs pour la réalisation de la révolution sociale. Le sort des armes voulut que cette première expérience radiophonique anarchiste n'ait pas de suite, mais il est nécessaire de rappeler que nos compagnons espagnols, ne désespérant pas, reprirent très rapidement à la fin de la Seconde Guerre mondiale des émissions sur les ondes courtes à destination de l'Espagne et à partir du territoire français. Cette nouvelle tentative radiophonique prit rapidement fin par la force, de Gaulle n'appréciant guère à l'époque ce combat antifranquiste propre à destabiliser l'Europe de l'Ouest. Dès lors, Franco pouvait régner en maître sur l'Espagne, la voix anarchiste ne viendrait plus troubler l'ordre fasciste.

Apparition de la F.M. et des radios libres

Il fallut attendre presque quarante ans pour que la voix sans maître, réémette et s'octroie une place minuscule sur la bande F.M. Que s'était-il produit durant ces quatre décennies ?

Sur le plan technique tout d'abord, on était passé des ondes courtes à des fréquences encore plus grandes ; on émettait maintenant sur les longueurs d'ondes de trois à quatre mètres seulement et surtout la généralisation sur cette bande de la modulation de fréquence

permettait d'obtenir un niveau qualitatif de reproduction sonore encore jamais atteint. De plus, à partir d'une puissance d'émission réduite (quelques centaines de watts) et d'un matériel peu encombrant, on pouvait sur ces longueurs d'onde, pour des liaisons courtes (quelques kilomètres), obtenir une remarquable stabilité de propagation. Toutes les conditions techniques étaient remplies pour permettre à chaque groupe ou association de se doter d'un poste émetteur relativement peu onéreux, afin de réaliser des programmes radiophoniques. Enfin, sur le plan politique, l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie laissait espérer un certain assouplissement des règlements en vigueur. On se prenait à espérer ; la Fédération anarchiste décidait de se doter de ce remarquable outil de propagande, ses émissions pouvaient commencer le 1^{er} septembre 1981.

Aujourd'hui, le combat pour la liberté d'expression sur les ondes revêt une nouvelle dimension. Le monopole étatique va-t-il s'arroger encore longtemps tous les droits en matière de radio et de télévision ? Radio-Libertaire va-t-elle obtenir sa dérogation ?

De la bonne utilisation des ondes radioélectriques

Afin de souligner tout l'arbitraire de la réglementation de l'audiovisuel, qu'il nous soit permis de rappeler tout d'abord que la place occupée sur la bande F.M. par Radio-Libertaire ne représente qu'une

infime partie des fréquences utilisées en matière de radiophonie. Le ministre de la Communication, reprenant l'argumentation de TDF, argue du fait que la bande F.M. ne peut suffire aux trop nombreuses radios « libres » émettant ou désirant le faire prochainement. Mais, outre le fait que quarante à soixante stations dans la région parisienne peuvent d'ores et déjà prendre place et émettre sans se gêner mutuellement, il existe une situation scandaleuse qui n'est dénoncée ni par les radios « libres » ni par les fédérations. Je veux parler ici des petites ondes (500 kHz à 1 600 kHz) qui, pour les Parisiens et en dehors de deux stations émettant actuellement, sont entièrement inutilisées. Il est vrai que le soir, lorsque la propagation est favorable, les auditeurs avertis disposant d'antennes impressionnantes (40 à 200 mètres) peuvent parfaitement capter Madrid ou Varsovie ! Néanmoins, vu le mode de propagation sur ces fréquences, il est bon de rappeler que les petites ondes conviennent le mieux aux liaisons locales et que là est leur vocation première. Bien que le matériel d'émission soit pour une puissance de l'ordre du kilowatt beaucoup plus encombrant et onéreux qu'en F.M., la possibilité existe de faire cohabiter pour Paris et sa région une trentaine de stations émettant en modulation d'amplitude. De la même façon, et bien que le matériel devienne de plus en plus colossal, la bande des grandes ondes peut admettre quatre à cinq stations supplémentaires. Reste le problème posé par les ondes courtes. Là, en effet, est appliquée une réglementation internationale qu'à l'exception de l'Albanie tous les pays respectent. Seule exception à cette règle la bande des 27 MHz où tous les cibistes s'en donnent à cœur joie et réalisent même quelquefois des liaisons intercontinentales. Mais là encore, si chaque pays se voit attribuer pour ses émissions des horaires et des fréquences très strictes à respecter, Radio France internationale pourrait très bien, afin d'honorer « cette partie du patrimoine historique et culturel » que représente la pensée anarchiste, mettre à la disposition de Radio-Libertaire un nombre d'heures d'antenne !

Bien sûr, nous n'en sommes pas là et la social-démocratie, malgré sa grande libéralité, ne peut pas se permettre ce genre d'étourderie !

Cependant, lorsque les pouvoirs publics vont claironnant partout à la ronde que le problème posé par les radios libres est sur le plan technique pratiquement insoluble, il occulte soigneusement le fait que des bandes entières de fréquences sont pratiquement inutilisées. Pourquoi faudrait-il que les radios libres se cantonnent sur une partie de la bande F.M. ? En fonction de quel critère technique ou moral devrait-on limiter d'une façon aussi inique la liberté d'expression ?

Il incombe aux anarchistes de poser aussi clairement que possible le problème général du droit à l'utilisation de toutes les fréquences radio afin qu'un maximum de personnes suffisamment intéressées par les problèmes de communication et par celui de la liberté d'expression puissent, à partir des thèmes libertaires, former un front uni face à la répression de l'Etat.

Quelques aspects des relations possibles entre les anarchistes et la biologie

La biologie, science à la mode

La biologie est devenue à la mode ; il n'est guère de jours sans qu'on évoque d'une façon ou d'une autre cette science par l'intermédiaire des mass-media (à la télévision : magazines de vulgarisation, interviews, feuilleton sur Darwin ; à la radio : émissions sur des thèmes variés ; dans la presse : des articles, des numéros spéciaux...). Il faut dire que 1982 est l'« année Darwin » (il est mort le 19 avril 1882 : on a affaire à un centenaire !). Celui-ci fut une personnalité marquante du monde de la biologie qui eut un rôle inestimable dans l'évolution de cette science ; il bâtit en brèche le monopole philosophique religieux quant aux interrogations sur l'homme et ses origines (1). A partir de là se dégagèrent de nouveaux axes de recherche aux conséquences souvent imprévisibles.

Avant cette « année Darwin », la biologie avait fait son apparition dans notre vie quotidienne par le biais de résultats expérimentaux aux applications spectaculaires et parfois très utiles, mais aussi par son utilisation comme appui scientifique à certains arguments intervenant dans des débats politiques ainsi que dans la réactualisation de certaines philosophies réactionnaires. La biologie, une fois de plus, faisait son apparition dans le champ politique en tant que caution scientifique. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois qu'elle était utilisée ou plus justement manipulée à des fins purement politiques. Mais il faut dire qu'au fur et à mesure de son avancée par ses recherches tous azimuts en génétique (et plus particulièrement en génétique des populations) et en éthologie, elle se trouva rapidement au cœur de certains problèmes autrefois laissés aux seuls sociologues et consorts ; alors, bien sûr, une confrontation devait se présenter et les débordements habituels hors du champ d'action initial se firent facilement. Et cela d'autant plus que les récentes découvertes concernent non seulement le monde animal en général, mais aussi l'espèce humaine ; par la biologie, on éclaire de nombreux problèmes afférents à l'homme dans ses mécanismes vitaux et dans sa plus profonde structure. Alors, quelle tentation de passer directement au groupe humain et plus généralement à la société humaine !

On entrevoit l'importance pour les anarchistes de prendre connaissance des données amenées par les dernières recherches en biologie afin de participer au débat biologique en politique et de pouvoir ainsi présenter et défendre ses thèses originales tout en combattant les justifications erronées de certains idéologues.

La biologie à la recherche de la connaissance matérielle et philosophique

De tout temps, l'être humain, de quelque population qu'il provienne, a essayé de progresser dans deux directions bien différentes (l'une de l'autre) :

- l'une purement matérielle à visée pratique : c'est l'amélioration technologique (au sens large) ou le « progrès » technique ;
- l'autre, surtout culturelle, à visée métaphysique : c'est la recherche de réponses (rationnelles dans le cas des sciences) aux problèmes de l'origine de l'homme et des conséquences qui en résultent.

Rapidement, la biologie (après bien d'autres sciences et à leurs côtés aujourd'hui) s'est retrouvée partie prenante de ces deux types de recherches, attachant au départ peut-être un peu plus d'importance à la connaissance matérielle ; mais depuis un siècle environ (à partir des « découvertes » et des thèses de Darwin), l'aspect « culturel » a pris une importance au moins aussi grande que l'aspect pratique. Alors on peut se poser la question suivante : en quoi les anarchistes peuvent-ils être intéressés par tout cela ? Tout d'abord au même titre que n'importe quel individu nous portons un intérêt certain à ces différents types de recherches. Mais surtout, nous allons voir que ces deux axes de recherches vont nous mener à aborder bien d'autres questions qui concernent beaucoup plus spécifiquement les anarchistes car elles tombent dans le domaine des concepts sociaux et de leurs applications directes aux structures sociales. Les anarchistes, étant directe-

ment concernés par tout ce qui touche au système social en place (pour le changer) ou à venir (pour le mettre en place), ne peuvent rester ignorants ou indifférents devant les questions que découvre et pose la biologie de par ses recherches.

1) Biologie et progrès technologiques :

Tout d'abord, quels sont les différents objets que soulève la biologie au point de vue technologique qui peuvent nous intéresser ? Cela concerne surtout un côté pratique qui se révèle d'un intérêt certain pour l'amélioration de notre vie de tous les jours quel que soit le type de société envisagé (2).

Nous n'en retiendrons que quelques-uns à titre d'exemples :

a) Les recherches biologiques dans le domaine agricole :

Elles sont d'une grande variété ; cela peut aller des nouvelles formes de techniques culturales jusqu'à l'amélioration de l'élevage à l'aide, entre autres, d'une certaine sélection ou d'une pratique d'hybridisme. Déjà durant la révolution espagnole, les anarchistes des collectivités agricoles aragonaises avaient bien vu l'intérêt que pouvaient apporter la connaissance et l'utilisation des résultats des diverses recherches biologiques agricoles pour l'amélioration de leurs exploitations.

b) Les recherches biologiques dans le domaine médical :

Ces travaux, très variés (immunologie, cancer, régulation hormonale...) ne peuvent être ignorés. La santé joue un rôle capital dans notre vie quotidienne. Mais au-delà des considérations utilitaires générales, il y a certains domaines qui nous touchent plus particulièrement tels que, par exemple, la recherche sur les différentes techniques de contraception ; on ne peut nier l'intérêt de ces recherches quant à la remise en cause des formes que peuvent prendre les relations sexuelles. Après avoir contribué à faire avancer la libération de la femme, avec le développement de la contraception masculine, ces recherches renforceront cette libération et ouvriront de nouveaux horizons aux rapports homme/femme qui ne pourront aller que dans un sens proche de notre optique libertaire.

c) Les recherches plus spécifiques ayant pour base la génétique :

On peut distinguer deux niveaux d'intérêt à propos des recherches génétiques : l'un qui provient des résultats obtenus par ces travaux (nous y reven-



drons dans la dernière partie de l'article à propos des relations qui existent entre la recherche en biologie et certains aspects de notre comportement individuel ou collectif) ; l'autre qui provient des nouvelles technologies mises au point, plus particulièrement, bien sûr, ce que l'on nomme les manipulations génétiques ou le génie génétique. Depuis quatre ou cinq ans, le développement de ces techniques a été très rapide. Elles ont été présentées et magnifiées dans la plupart des revues ; retenant le côté spectaculaire et l'exploitation indéfinissable de certaines de ses possibilités (3), on a fait de cette nouvelle technologie une apologie sans limite. Il y a tout de même plusieurs problèmes d'une importance loin d'être négligeable qui se posent à propos de ces recherches et qui se doivent d'être examinés avec tout le sérieux objectif possible. Tout d'abord, il existe un problème de sécurité dû à la nature des travaux. Ceux-ci, utilisant des micro-organismes plus ou moins dangereux dont le contrôle pose des difficultés et en plus les recombinaisons génétiques effectuées créent de nouveaux micro-organismes aux possibilités insoupçonnées (4), nécessitent une étude préalable très minutieuse de toutes les conséquences possibles d'une erreur et doivent entraîner la mise en place de conditions de sécurité très élaborées et très strictes. Aujourd'hui, il semblerait que les dangers de ces travaux aient été un peu surestimés, cependant la vigilance reste nécessaire. Et bien sûr, le point faible à ce niveau est le contrôle très aléatoire que nous pouvons avoir de ces conditions de sécurité (5).

Il est un autre point plus important qui peut avoir des conséquences désastreuses : c'est celui d'une utilisation particulière des possibilités de cette nouvelle

technologie et plus spécialement tout ce qui concerne de près une éventuelle sélection génétique humaine. Ce ne serait pas la première fois que de telles tentatives seraient envisagées : l'eugénisme fut et reste encore pour certains un « rêve » qui ouvrirait des possibilités dépassant bien souvent l'imagination, mais qui réserverait peut-être quelques surprises. Avant les manipulations génétiques, les techniques employées pour aboutir à une certaine sélection n'étaient que bien peu précises : on utilisait une méthode empirique basée essentiellement sur la recombinaison à partir de la reproduction sexuelle. On peut se souvenir des expériences terrifiantes qui se déroulaient dans certains camps de concentration allemands sur le thème de l'amélioration de la « race humaine » et plus dernièrement des expériences étonnantes (on peut espérer qu'elles remirent en question le mythe développé autour des prix Nobel) à propos des fécondations à partir de « sperme de Nobel » en vue de créer une nouvelle « variété » de bébés, les « super-bébés Nobel » aux capacités intellectuelles inégalables d'après les avis confirmés ! Maintenant, avec les nouvelles possibilités dégagées à partir des manipulations génétiques, la sélection envisagée par certains prend un nouvel essor et encore plus inquiétant du fait de la relative précision apportée par cette technique (6). Cependant, la mise au point définitive de celle-ci en ce qui concerne l'amélioration génétique humaine est encore loin de voir le jour : elle se heurte à des difficultés peut-être insurmontables du fait de la complexité de notre patrimoine génétique ainsi que du fonctionnement très sophistiqué des groupes de gènes. En fait, certains barrages bloquant le développement de ces techniques sont loin de pouvoir être levés et peut-être ne le seront-ils jamais ?

En attendant de pouvoir effectuer des modifications pratiques sur le patrimoine génétique humain, certains ont commencé à exploiter les données que l'on peut obtenir sur celui-ci, et cela essentiellement dans un but de contrôle et de surveillance des individus (7). Les anarchistes ne peuvent que s'opposer vivement à ce genre de pratiques.

Il existe bien d'autres domaines de la recherche biologique que nous aurions pu citer, mais nous en resterons à ces trois exemples qui semblent, à mon avis, suffisants pour avoir une petite idée de la place que peut avoir la biologie dans certaines de nos préoccupations.

Dans la deuxième partie de l'article, nous aborderons les rapports qui peuvent exister entre la biologie et certaines interrogations philosophiques (et idéologiques) concernant l'homme et la société.

F. LAVEIX

(1) En fait cela débouche sur bien d'autres points : la nature de l'homme, son évolution... Tous ces points se trouvaient alors sous la coupe de la religion.

(2) Bien sûr, il y aurait tout un chapitre à développer, mais il me semble que cela toucherait plutôt l'utilisation qui est faite du progrès technologique plutôt que la remise en question complète de celui-ci. On en reviendrait au grand problème qui n'est plus spécifique à la biologie mais qui s'étend à l'ensemble des sciences : quelles utilisations peut-on faire des résultats pratiques de la recherche scientifique ? Sont-elles neutres ? Quel contrôle peut-on avoir sur ces applications pratiques ?

(3) Cela concerne bien sûr le domaine médical : qui n'a pas entendu parler de la possibilité de production d'insuline par des bactéries ? Bien d'autres applications peuvent être envisagées, dans les maladies héréditaires en particulier.

(4) Ces nouveaux micro-organismes pourraient très bien avoir des effets désastreux sur les êtres vivants terrestres : apparition d'épidémies nouvelles... Et la lutte contre ces effets serait d'autant plus difficile que nous nous trouverions devant l'inconnu.

(5) Aux Etats-Unis, de nombreuses manipulations génétiques se déroulent dans des laboratoires militaires, frappés du secret total. Dans ce cas, il n'y a aucun contrôle possible.

(6) On peut imaginer que l'on pourra créer un « homme nouveau » sur mesure ayant le patrimoine génétique (avec toutes les conséquences qui peuvent en découler) voulu par les manipulateurs.

(7) On apprend par Le Monde du 25 juin 1982 que « plusieurs grandes firmes américaines utilisent des méthodes de tri génétique de leurs employés ». Le Quotidien évoque l'aspect positif (possibilité d'une prévention des maladies professionnelles), mais aussi les aspects négatifs d'une telle pratique (filtrage de l'embauche, fichage biologique des employés). On voit quelle utilisation il sera possible d'en faire !

(Fin de la première partie)

Malgré la « normalisation » la lutte continue en Pologne

DEPUIS que le 13 décembre dernier, une chape de plomb est tombée sur la Pologne, la normalisation étatique n'a pas réussi à juger le syndicat Solidarité. Malgré les militants emprisonnés, la répression quotidienne, les manifestations interdites, la structure syndicale s'est réorganisée dans la clandestinité. Témoins les tracts et les nombreux journaux réguliers publiés en Pologne.

Dernièrement, dans un document de Solidarité parvenu en Europe occidentale, il expliquait : « Il ne peut y avoir de compromis sur l'indépendance du syndicat. Solidarité peut décider de réorganiser ses structures et de réviser son programme, mais une telle décision doit procéder d'un congrès. Accepter l'immixtion du pouvoir communiste dans les affaires intérieures de Solidarité, c'est-à-dire accepter le rôle dirigeant du parti au sein d'un syndicat indépendant et autogéré, ne déboucherait pas sur un compromis mais sur une liquidation du syndicat. »

Cette déclaration reprend une des idées-forces de l'anarcho-syndicalisme : l'indépendance de la structure syndicale, le refus du rôle dirigeant d'un parti. Elle émane d'un mouvement social qui a eu dix millions d'adhérents (rappelons que pour une plus grande superficie territoriale, la CNT espagnole avait jusqu'à un million d'adhérents). C'est dire l'importance capitale pour le mouvement ouvrier international d'un syndicat de masse refusant toute subordination extérieure. Il y a bien sûr, et nous anarchistes y sommes particulièrement sensibles, le problème de l'Eglise. Cette Eglise catholique, autre pouvoir politique, quasi omniprésente dans l'apparence quotidienne de Solidarité. On connaît l'habileté de la hiérarchie ecclésiastique new-look pour reprendre à son compte des vieux thèmes du mouvement ouvrier... En Pologne, les traditions du goupillon sont d'autant plus tenaces

LE printemps polonais avait été chaud, avec les manifestations des 1^{er}, 3 et 13 mai dans tout le pays et celles du 13 juin à Wrocław. Il avait aussi montré une chose importante : ces manifestations étaient beaucoup plus payantes que les grèves, car le pouvoir ne pouvait pas les dissimuler. Il avait aussi prouvé que ces manifestations se déroulaient à des dates historiques pour les Polonais, et que bien souvent elles étaient spontanées, c'est-à-dire que Solidarité était suiveur plutôt qu'à l'initiative de leur déroulement. Tout cela laissait présager un mois d'août aussi chaud sinon plus, avec les multiples anniversaires des grèves de 1980.

Tout avait commencé plutôt mal puisque le syndicat avait décrété une trêve sociale pour permettre au pouvoir de faire un geste d'apaisement permettant d'ouvrir des négociations et pour ne pas gêner les tractations en cours en vue d'une éventuelle visite du pape. Le 22 juillet, fête nationale de la Pologne populaire, Jaruzelski accorde la libération d'une partie des internés (les moins importants), laissant en prison tous les condamnés de l'après-13 décembre. La visite du pape elle-même est remise à plus tard. Les autorités du syndicat dans la clandestinité vont durcir leur position, traduisant ainsi la pression populaire. Elles vont appeler à manifester en août pour le deuxième anniversaire des grèves d'août 1980 et des accords de Gdansk.

Deux autorités vont essayer d'éviter ces manifestations : le pouvoir tout d'abord, qui essaiera la seule arme qu'il connaisse : l'intimidation. Tout y passera : arrestations préventives, discours voulant faire croire que Solidarité préparait des émeutes sanglantes, discours d'intimidation de Jaruzelski en personne, manœuvres soviéto-polonaises dans la région de Varsovie. L'Eglise ensuite usera de son influence pour empêcher ces manifestations : dans son discours au pèlerinage de Czestochowa, le primat de Pologne va reprendre toutes les revendications de Solidarité (libération des internés, de Lech Walesa en particulier, ouverture de négociations...), mais il va aussi demander à ce qu'il n'y ait pas de manifestations le 31 août. La suite a montré qu'il n'a pas été écouté.

Les premières manifestations de la mi-août à Gdansk et à Szczecin ont montré la détermination de la population. Celles du 31 août, qui tenaient plus des émeutes de 1968 que des défilés syndicaux traditionnels du 1^{er} Mai, et qui se sont poursuivies plusieurs jours en

générale. »

Cette grève générale, qui était une des propositions pour célébrer comme il se devait l'anniversaire des accords de Gdansk, le 31 août dernier.

Les mois de juillet et d'août ont vu les autorités religieuses appeler à la modération. Ainsi, monseigneur Glemp, primat de Pologne, au cours d'une homélie prononcée le 26 août à Czestochowa avait-il demandé à la po-

touchant pratiquement toutes les concentrations importantes du pays, ont montré combien la détermination de la population était grande face au régime militaire. Les autorités de Solidarité, dans la clandestinité ou en exil, ont même estimé que la situation leur avait échappé en grande partie, car ils avaient prévu l'arrêt des manifestations à 18 heures. Le pouvoir quant à lui, malgré l'imposante mobilisation des forces policières et sa préparation psychologique, se retrouve encore plus isolé qu'il ne l'a jamais été (et c'était difficile, saluons la performance). La violence des émeutes traduit une radicalisation de nombreux travailleurs, une exaspération de la population que les menaces ne font plus reculer. L'annonce officielle de plusieurs morts à Lubin, Gdansk, Wrocław (quel doit être le nombre réel s'ils en avouent cinq), au lieu de faire peur, a augmenté la détermination de tous et a entraîné de nouveaux troubles un peu partout, et a donné de nouveaux martyrs. L'état de siège a dû être alourdi de nouveau, avec la coupure des liaisons entre les régions, le rétablissement du couvre-feu et l'isolement complet de certaines villes chaudes. Des bruits de grèves dans certaines mines de Silésie circulaient même ces temps derniers.

La situation reste donc explosive, et il semble maintenant que plus personne n'ait d'influence sur les Polonais, ou tout au moins une influence suffisante pour éviter de nouvelles émeutes. L'arrivée de l'hiver, après un été de sécheresse qui a fortement réduit la production de pommes de terre, va faire sentir encore plus les restrictions et les difficultés économiques. L'automne est riche en dates historiques pouvant amener de nouvelles manifestations (reconnaissance de Solidarité, 11 novembre, 13 décembre...), et de toute manière la situation, qui ne cesse de s'aggraver au point de vue policier, social, économique, politique, peut provoquer des heurts à tout moment. Les travailleurs polonais ont plus que jamais besoin de la solidarité internationale.

A.V.

P.S. : Jaruzelski ne sait vraiment plus quoi faire : il a fait inculper pour avoir soi-disant provoqué les émeutes de ces derniers jours, Kuron et Michnik interné depuis le 13 décembre, et les quatre inculpés se voient reproché de faire partie du KOR, auto-dissous depuis un an.

SOLIDARITÉ ET LE SYNDICALISME OUVRIER



sur le même bateau et il s'appelle Pologne ».

Quoi qu'il en soit, dans les dix millions de travailleurs organisés à Solidarité, il y avait une grande majorité qui pensait comme cet ouvrier de la région de Lodz : « Le pouvoir de la bureaucratie centrale est sur le point de s'effondrer. La situation est révolutionnaire. Les dix millions de membres de Solidarité, de même que la base du POUP et la majorité des anciens syndicats sont prêts à faire la grève

de ne pas participer aux manifestations appelées par Solidarité le 31 août. Sabre et goupillon pour une fois d'accord (sic), le général Jaruzelski demanda trois jours plus tard aux Polonais de ne pas descendre dans la rue le 31 août, s'ils voulaient la levée de l'état de siège. Tout en reprenant des revendications de la direction clandestine de Solidarité : « rétablissement, même par étapes, des activités syndicales, libération de tous les internés et débat des

le 31 août ne soit pas entaché d'excès et de manifestations irresponsables. »

Accord complet entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux sur ce point, dont acte... A savoir si sur le fond de la question syndicale il y a aussi convergence ? En effet, Jaruzelski déclare : « Le mouvement syndical, indépendant de l'administration, renâtra sur des bases saines. Il pourra regrouper tous les syndicalistes qui respecteront les lois de la République popu-

laire. » Parions que ce qui nous plaisait dans Solidarité, à nous anarchistes, ne devait pas aller dans le sens des bons pères de tous poils. Des esprits forts peuvent même avancer l'idée que bureaucratie religieuse et bureaucratie politique s'unissent dans un même front contre les « extrémistes » de Solidarité.

Pour qui est allé dans un des convois « humanitaires » qui vont en Pologne apporter des vivres de première nécessité, la quasi omniprésence de l'Eglise est flagrante, tout contact passant par eux. Cela amène certains à dire que les jésuites et les dominicains sont plus près du peuple et de Solidarité que les vilains d'autres ordres religieux... Jetons un voile pudique sur ces jugements hâtifs !

Ce qui est sûr, c'est que le pouvoir politico-militaire en Pologne est prêt à tout pour extirper du peuple polonais toutes les idées que Solidarité avait semées durant plus de deux ans. La clandestinité forcée de Solidarité bloque les débats internes dans l'organisation et des différences d'appréciation, voire des conflits feutrés, apparaissent. Ce problème paraît devoir être amplifié avec les structures en exil qui représentent Solidarité. Les informations circulent peut-être mieux d'un point précis de la Pologne vers la France que d'un point X à un point Y à l'intérieur de la Pologne. De là à se demander si certains textes n'engagent que leurs auteurs...

L'enjeu politique est de taille, et nombre de formations d'extrême gauche rêvent de doter Solidarité de l'avant-garde « ouvrière authentique et tricotée à la main » qui saura enfin donner à la structure syndicale les perspectives qu'elle ne peut trouver elle-même !

Dans tout soutien à Solidarité, sachons déceler l'esprit de chapelle, car en Pologne un espoir était né pour le mouvement ouvrier international. Espérons pour celui-ci que les intérêts de classe l'emporteront sur les intérêts de parti.

Alexis PIERRE

POLOGNE

LA DÉTENTION DE ROGER NOËL

DÉBUT juillet, Roger Noël, qui faisait partie d'un convoi humanitaire d'aide à la Pologne venant de Belgique est arrêté à Varsovie. Son arrestation n'est pas isolée, mais il fait partie d'un « coup de filet » réalisé par la milice polonaise parmi les animateurs de Radio Solidarność. Cette radio, créée début avril pour soutenir la lutte de Solidarność, était un important moyen au service de la résistance, surtout au niveau psychologique d'ailleurs vu le brouillage ininterrompu empêchant une large diffusion de ses émissions. Début juillet, après avoir arrêté quelques membres de la radio, la milice fait une descente dans l'appartement de Z. Romaszewski, ex-membre du KOR et principal animateur de la radio. Lui-même n'est pas pris, mais plusieurs personnes sont arrêtées dont sa femme et Roger Noël qui venait livrer un émetteur F.M. Le 7 juillet, un porte-parole de la milice annonçait son arrestation à la télévision et précisait que ce dernier avait déclaré être un « anarchiste belge ayant des sympathies pour Solidarność ».

Roger Noël est membre de l'imprimerie libertaire bruxelloise « 22 mars », et il a été très impliqué dans le mouvement des radios libres qui s'est développé ces dernières années en Belgique. Son geste de solidarité peut lui coûter de trois à quinze ans de prison, et les dernières nouvelles le concernant sont alarmantes. En prison depuis deux mois, il ne reçoit que de brèves visites d'un représentant de l'ambassade belge chaque semaine, et il a pu voir à la mi-août son frère et sa compagne. Il n'a été maltraité que juste après son arrestation, mais ses conditions de détention sont très dures pour son moral et sa santé. Il est avec d'autres détenus qui ne parlent pas français, est toujours soumis à des interrogatoires car l'instruction n'est pas close. On lui refuse des visites plus longues et plus fréquentes de sa famille. Il ne peut avoir ni livres ni journaux en français. Dans une lettre qu'il a pu faire parvenir à ses proches, il suggère bien la gravité de la situation en écrivant : « La prison polonaise est à l'Etat polonais ce que la prison belge est à l'Etat belge. »

Les autorités ont annoncé début août que Roger Noël serait jugé avec trois autres personnes, des Polonais de Radio-Solidarność. La date du procès n'est pas encore fixée, mais il devrait avoir lieu cet automne au plus tard. Si Roger Noël est condamné à plus de trois ans de prison, il n'aura pas la possibilité de verser la somme nécessaire pour acheter préventivement ses années de prison. Quant au ministère belge des Affaires étrangères, il n'intervient et n'interviendra que pour assurer uniquement à Roger Noël le respect de ses droits juridiques en Pologne.

On a peu de nouvelles des autres inculpés. Madame Romaszewski est emprisonnée rue Rakowiecka à Varsovie (tout comme Roger Noël) et il semble que les autres y soient aussi. Joanna Szczesna, ancienne rédactrice de l'agence Solidarność, également arrêtée dans le cadre de cette affaire, a été relâchée au bout d'un mois et reprise ultérieurement. Elle a un enfant de 4 ans qui se trouve maintenant à la charge de la famille.

La répression s'est de nouveau abattue sur Radio-Solidarność. Le 7 juillet, la milice avait publié un communiqué annonçant son démantèlement. Trois jours plus tard, Romaszewski, passé dans la clandestinité, émettait de nouveau pour démentir dans les faits cette affirmation. Après un silence d'un mois et demi, une nouvelle émission donnait la parole à des miliciens groupés dans un comité indépendant, qui ont appelé leurs collègues à ne pas obéir aux ordres de répression pendant les manifestations du 31 août. On comprend la rage des autorités, et malheureusement Romaszewski a été arrêté dans l'après-midi du 31 août. En Pologne aussi la lutte pour une communication libre doit être soutenue.

BELGIQUE

Bruxelles, l'alliance libertaire naît — Une association vient d'être créée à Bruxelles sous le nom d'Alliance libertaire. Pour ceux et celles qui s'en souviennent, il s'agit de la renaissance de la défunte Alliance. Le but de sa création est donc de mettre sur pied un centre de documentation doublé d'une bibliothèque publique pour mieux faire connaître les idées, les expériences, les réalisations libertaires. Des conférences, des débats et des réunions d'études sur des sujets intéressant le mouvement

ITALIE

Informations sur le cas de Jesus Gil Fortes — Les dernières informations données à la CRIFA par des commissions de la FAI qui s'occupent du cas Fortes datent du 23 juillet 1982. A ce moment-là, nous apprimes « officieusement » que le tribunal de Rome avait décidé d'accorder l'extradition de Fortes. Les motifs allégués par les juges italiens reproduisent les motivations provocatrices que les autorités espagnoles avaient invoqué pour soutenir leur demande d'extradition, c'est-à-dire que : - Jesus Gil Fortes est coupable, et non présumé tel, de l'attentat au théâtre Scala de Barcelone, ceci quand ne s'est jamais déroulé un procès (ni même en contumace) au sujet de Fortes, ni au sujet de ses co-accusés ; - l'attentat au théâtre Scala doit être considéré comme un crime de droit commun étant donné que l'objet de l'attentat n'a été ni le siège d'un parti, d'un syndicat, d'une association, ni un édifice d'Etat. Il paraît évident que la nature politique de cette sentence qui tend à évincer un « étranger pas commode », (arrêté

lors d'une campagne de journalistes exaltant le complot terroriste international) et à régler les rapports avec la police de l'Etat espagnol pour tout ce qui se réfère aux actes de terrorisme.

Mis à part le fait que les accusés ont clamé leur innocence (entre autres Fortes) et la campagne de dénonciation et de contre-information ouverte par la CNT espagnole aussitôt après l'attentat, on ne peut pas nier que les faits liés au théâtre Scala, comme nous le savons tous, sont clairement de caractère politique.

Il paraît donc évident que l'on doit se préparer à une reprise de la campagne en faveur de la libération, en Italie, du camarade Jesus Gil Fortes. Il nous revient de dénoncer les attaques de l'Etat espagnol envers le mouvement anarchiste, Etat espagnol qui tend à masquer le vrai visage des exécuteurs des massacres fascistes (comme en Italie, en plusieurs occasions, au cours de ces quinze dernières années) guidés par les organes d'Etat, et qui tend à anéantir l'unique opposition prolétarienne réellement révolutionnaire et anti-autoritaire. A cette occasion, on devra mettre en évidence comment le tribunal romain s'incline devant la raison d'Etat à l'échelle internationale pour abattre tou-

tes les frontières et laisser les mains libres aux policiers et aux provocateurs.

La sentence sera rendue officielle probablement début septembre. Dès qu'elle sera rendue, un recours et un pourvoi en cassation seront présentés afin que la mesure d'extradition soit suspendue jusqu'à la sentence de la cour de cassation. Ce recours nous donnera plus de temps, mais on ne doit pas se faire d'illusions sur le caractère « démocratique » d'un tribunal. Il est donc nécessaire, dès à présent, de nous préparer pour soutenir une campagne qui mobilise l'opinion publique pour imposer la mise en liberté en Italie de Jesus Gil Fortes.

*La commission de contre-information FAI.
La commission des Relations internationale.
La CRIFA.*

Dernière minute

Nous apprenons que l'extradition du compagnon espagnol Jesus Gil Fortes vient d'être décidée.

Nous exprimons notre ferme protestation contre cette nouvelle mesure liberticide de l'Italie « démocratique ».



- mouvements pacifistes, antimilitarisme libertaire ;
- nationalisme, racisme, xénophobie.

Les résolutions de ce congrès seront publiées prochainement.

R.F.A.

Le congrès annuel de l'IFAU — Du 29 au 31 mai 1982 s'est tenu à Cologne le congrès annuel de l'organisation anarcho-syndicaliste allemande IFAU (Initiative Freie Arbeiter Union) auquel ont participé seize groupes implantés dans diverses villes en RFA.

Les congressistes se sont tout d'abord penchés sur des questions internes : examen des comptes, rapports des groupes locaux, propagande, réélection du comité de coordination national et du comité de rédaction du journal *Direkte Aktion*. Puis diverses commissions de travail ont étudié les thèmes suivants :

- tactique syndicale (travail au sein de l'entreprise) ;
- rationalisation et chômage ;

Il est à noter que ce congrès a débouché sur des résultats concrets car il a été suffisamment et sérieusement préparé par les participants, ce qui a évité les expériences déplorables de congrès du style « Krons-tadt » de Berlin, en mars 1981.

Il s'agissait à l'origine de faire un congrès anarchiste, mais en fait c'était plus un amalgame de sympathisants de la RAF, d'autonomistes, de syndicalistes, de non-violents, de punks, de squatters, etc. Bref, plutôt une fête alternative qu'un congrès !

Le dernier jour du congrès, les participants ont rencontré un représentant de Solidarność qui a décrit la situation actuelle en Pologne. Un don en argent provenant du fond de solidarité de l'IFAU lui a été remis.



ARMAND GATTI :

Je ne me bats pour aucun pouvoir, mais pour une prise de conscience !

GATTI le poète, le cinéaste, le dramaturge (*La passion du général Franco, la colonne Durruti, L'enclos*) revient en force avec, dans ses valises de révolté itinérant, un film, *Nous étions tous des noms d'arbres* et une pièce *Le labyrinthe*. Un thème commun, l'Irlande. Une Irlande qui diffère quelque peu de l'image imposée par les médias. Le film fut présenté à Cannes, la pièce l'a été au festival d'Avignon (début août). Un festival pas comme les autres, peut-être.

L'année prochaine, Armand Gatti pense fonder à Toulouse des « ateliers de création populaire ». Là aussi des habitudes à casser, des consciences à éveiller...

— Question : Pourquoi l'Irlande ?

— Armand Gatti : J'ai immédiatement tendance à répondre à posteriori. C'est d'ailleurs ce que font souvent les gens de cinéma : ils cumulent ce que la technique leur donne, puis ensuite — à postériori — ils inventent une théorie pour justifier leur travail, leur langage... En Irlande, c'est l'assassinat d'un langage que j'ai rencontré. Lorsqu'on assassine le langage d'un individu, cet individu sera un homme mort. Lorsqu'on assassine le langage d'un peuple, ce peuple risque de devenir un peuple mort. C'est la tragédie de tout peuple colonisé : il ne change pas seulement de langage, il change d'être profond. L'Irlande est la terre d'un langage assassiné.

— Q. : Et la guerre de religion ?

— A.G. : Il y a une chose qu'il ne faut pas oublier lorsqu'on parle de l'Irlande du Nord : il n'y a pas de rivalités entre possédants catholiques et possédants protestants... Ce sont les quartiers pauvres qui se battent ; les quartiers « victoriens », eux, s'entendent fort bien... Personne n'est plus proche d'un nanti protestant qu'un nanti catholique... Ils sont tous deux du côté du pouvoir anglais...

— Q. Dans quelles conditions s'est déroulé le tournage de ton film ?

— A.G. : Le premier jour du tournage fut le jour où Bobby Sands mourait. Nous avons quitté l'Irlande lorsque mourrait le sixième gréviste, Tom Mac Elwee. Et nous terminons le tournage quand s'éteignait Mickey Devine, le dixième et dernier.

Les grévistes de la faim se sont emparés de ce que nous faisons. Ils étaient là, à chaque coin, présents à chaque cadrage.

Dès que nous sortions, nous les retrouvions dans les émeutes qui étaient une manière de les faire vivre

quelques jours de plus parmi les leurs, les gosses des quartiers. Parce que ces grévistes, c'était les mêmes, les mêmes que les nôtres, ceux que nous avions au Workshop. Mais, en plus, eux avaient vécu la prison — ou ce qui était devenu la prison — haut lieu d'une langue, le gaélique, dont ils avaient fait le premier territoire libre de l'Ulster... Les mâtons protestants ne parlent pas le gaélique. Ainsi, chaque nuit, en frap-



pant sur les murs des cellules, les prisonniers réussissaient non seulement à s'apprendre cette langue mutilée, mais à créer une espèce d'université, à prendre possession d'un espace et d'un temps qui leur étaient déniés.

— Q. : Et la répression ?

— A.G. : Elle a changé de visage. Après avoir été articulée autour de la présence physique, envahissante des troupes d'occupation, elle est devenue plus insidieuse. London, Derry est un des lieux d'Europe les

plus truffés d'appareils de surveillance en tous genres. Et face à cela : le graffiti.

— Q. : Est-ce que tu considères ta démarche comme un combat ?

— A.G. : Je ne me bats pour aucun pouvoir, mais pour une prise de conscience et je ne rentre pas dans des contradictions, comme les stals qui après se tapent sur la poitrine en disant que la révolution est foutue. Je n'ai pas le problème d'une coupure politique. En luttant pour la prise de conscience, je suis en accord avec moi-même, d'autant plus que c'est avec le langage que je travaille. Si on veut changer le monde, il faut en changer les mécanismes, quelle que soit la formule économique choisie... Pour moi le langage est porteur de ces mécanismes... Si le langage entérine l'ancienne forme de pensée, ça veut dire que toutes les révolutions que tu peux faire pourrissent et meurent de l'intérieur.

En fait, pour moi, c'est toujours le même combat, celui d'Auguste, mon père, mon anar à moi, les valeurs qu'il défendait sont toujours là...

Dans la mesure où toute une forme d'anarchie est partie à la remorque du marxisme ou de la pensée autoritaire, il doit y avoir des problèmes... Pour moi, ce n'est pas le cas ; l'anarchie telle que je l'ai vécue, d'abord fraternels, d'inventions partagées, se continue toujours...

Le problème, c'est la forme d'expression anarchiste. Y en a-t-il une ? Chez nous, on a de grands visionnaires, mais pas des gens de parole... On a Malatesta, Bakounine, Kropotkine, etc. Mais ce qui est à hurler, par exemple, c'est la guerre d'Espagne qui a enfanté de « nouveaux chants russes »... Il n'y a aucune invention... Le réalisme socialiste n'appartient pas qu'au stalinisme, et quelquefois c'est pire ; dans certaines publications de compagnons, c'est le réalisme bourgeois, on a l'impression de lire *Le Figaro*. Il y a une dissociation entre le parler politique et le parler culturel... Et pourtant c'est le même combat... Je ne voudrais pas m'offrir le ridicule de dire que je me bats pour un art anarchiste, ce serait contraire à ce que je pense... mais il y a une pensée anarchiste, un dire anarchiste, un verbe anarchiste, un langage anarchiste. Je m'inscris dans cette proposition...

Propos recueillis par S. Pey

Nous étions tous des noms d'arbres, texte édité aux éditions Tribu, 6, rue Champêtre, 31300 Toulouse.

NOUVELLE GRILLE DES PROGRAMMES

150 000 F POUR RADIO-LIBERTAIRE

IL RESTE A RÉUNIR 80 000 F AVANT LE 31 DÉCEMBRE

HEURES	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
6 à 7	Ne vous levez pas du pied gauche - infos-matin - chansons	Ne vous levez pas du pied gauche	Ne vous levez pas du pied gauche	Ne vous levez pas du pied gauche	Ne vous levez pas du pied gauche		
8 à 8.30							
8.30 à 9	Micro-musique	Micro-musique	Micro-musique	Micro-musique	Micro-musique		
9 à 10							
10 à 11	Longtemps après que les poètes...	La mémoire sociale	Tribune	Archives sonores	Contre l'enfermement	Croissant-show	Détente
11 à 12							
12 à 12.30	Infos-midi	Infos-midi	Infos-midi et revue de presse	Infos-midi	Infos-midi	Chronique syndicale	Infos-midi
12.30 à 13							
13 à 13.30	Le magazine pour rire						Détente
13.30 à 14							
14 à 15	Invité - Chanson française - Thème avec intervention d'auditeurs	Le magazine pour rire	Du côté des enfants	La vie d'artiste	Le magazine pour rire	CNT de l'extérieur	Cortès (avec H. Sougaut)
15 à 16							
16 à 17							
17 à 18							
18 à 18.30							
18.30 à 19	Infos-soir	Infos-soir	Infos-soir et revue de presse	Infos-soir	Infos-soir	Infos-soir et revue de presse	
19 à 19.30	Notes de lecture	Allo maman bobo - Médecine	Chronique du roman noir		Rubrique « esperanto »		Jazz en liberté
19.30 à 20							
20 à 20.30	L'invité quotidien	L'invité quotidien		L'invité quotidien		Reportages	
20.30 à 21							
21 à 22							
22 à 23	L'écho des savates - Reportages insolites	Vous avez dit Bigard...	Harmonie du soir	Sans frontières - Musique et culture d'ailleurs	Je veux aller sur la rue d'en face - Les arts plastiques		Trisomie 21
23 à 24							

DE RADIO-LIBERTAIRE

Radio-Libertaire veut continuer d'émettre, vous le voulez aussi ! Votre soutien par l'envoi de lettres aux différents ministères et à la présidence de la République le prouve, vos souscriptions aussi. Le 8 juillet, nous avions réuni 40 000 F. Aujourd'hui, il faut encore 80 000 F.

Souscriptions : 9 994, 00 F.
Bons de soutien 16 265, 00 F.
Badges et T-shirts : 3 932, 00 F.
- Total : 30 191, 00 F.
- Total précédent : 40 325, 00 F.
- Total général : 70 516, 00 F.

Pour soutenir Radio-Libertaire, vous avez de nombreuses possibilités. Il vous suffit d'écrire ou de passer au 145, rue Amélot, 75011 Paris.

- La carte d'auditeur-souscripteur à 95 F, valable douze mois, qui vous donne droit à des réductions sur de nombreux spectacles à Paris et en banlieue.
- Les billets de tombola à 10 F. La première partie du prochain tirage aura lieu le 29 septembre ; la deuxième le 3 octobre, lors de la fête de soutien à Radio-Libertaire organisée par la CNT espagnole.
- Les badges de Radio-Libertaire à 5 F.
- Les T-shirts à 38 F.
- Les transferts à 10 F, 15 F ou 20 F ; les trois 35 F.
- Les bons de soutien à 100 F, 500 F ou 1 000 F.

La librairie du *Monde libertaire* consent aux porteurs de la carte d'auditeur-souscripteur 10% de réduction sur l'achat de disques. Dans ce rayon disques, vous retrouverez des chansons que vous avez aimé entendre sur 89,5 MHz. Cette réduction est valable jusqu'au 31 décembre 1982. Une seule bonne adresse donc : 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Vos chèques sont à libeller à l'ordre de Publico: 01733 01733 01733

« L'Education féministe des filles et autres textes »

par Madeleine Pelletier

DÈS le départ, j'aurais dû me méfier. Les éditions ne présageaient rien de bon et la directrice de la collection, candidate aux présidentielles, aurait dû m'y faire renoncer. Enfin, ne soyons pas sectaires, me suis-je dit, et vogue la galère. Le voyage a été décevant.

De Madeleine Pelletier, je ne savais pas grand-chose, sinon que son nom, « la doctoresse Pelletier », figurait parmi ceux des néo-malthusiens. Après cette lecture, je me dois de dire tout haut que c'est une imposture. Mais commençons par le texte essentiel : L'Education féministe des filles (1). Madeleine Pelletier prône une éducation égalitaire plus ou moins différenciée pour les deux sexes, mais pour y parvenir elle conseille aux mères féministes d'habiller les filles en garçons, de leur couper les cheveux, de les habituer à la douleur (voir ce très beau passage où elle suggère délicatement d'organiser des séances de torture à l'électricité pour endurcir l'enfant-fille !). Elle incite les institutrices à mettre en valeur les héroïnes de l'histoire — Jeanne d'Arc est particulièrement louée puisque de simple bergère elle est devenue générale en chef ! Cette courte énumération en dit long !

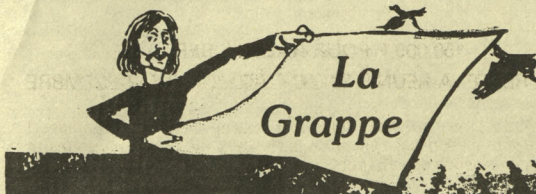
Madeleine Pelletier était socialiste. A aucun moment il n'est question d'égalité sociale et économique, indispensable à l'égalité des sexes. N'écrit-elle pas : « Du moment que la propriété est décrétée intangible et qu'il est défendu de prendre par la force les biens qu'autrui considère, comme siens, la société protectrice de ceux qui possèdent doit assurer par le travail l'existence de ceux qui ne possèdent pas. » Selon elle, la libération de la femme viendra par l'Etat ! « L'Etat, par la législation, émancipera la femme. » Elle revendique le droit de vote pour les femmes, car elles sont aussi soumises aux lois et aux impôts ! Elle lutte pour le droit à l'avortement, tout en reconnaissant que le « seul argument sérieux à opposer à l'avortement est la raison d'Etat ». Pour terminer, dans le texte Le Droit au travail pour la femme, elle fait l'éloge du machinisme, « qui a inauguré l'essor de la travailleuse », et de la guerre de 1914-1918, qui a ouvert de larges horizons aux femmes (dans les industries de guerre !). Elle a l'audace d'écrire : « La guerre terminée, les hommes sont rentrés ; finie la belle vie ! »

Madeleine Pelletier se voulait féministe, elle est devenue vaginocrate. L'avant-gardisme ne mène à rien de bon, surtout si la lutte spécifique ne s'inscrit pas dans une lutte globale. Elle ne s'intéressait qu'au sort de la femme, ce qui lui a valu de passer à côté des problèmes essentiels, à savoir l'organisation sociale de type autoritaire qui asservit la majorité des êtres à une minorité de privilégiés. Quant à sa position sur l'avortement et la raison d'Etat, je lui opposerai cette phrase de Manuel Devaldès, néo-malthusien, mais d'une autre trempe : « C'est avec la folie collective que l'on fait la raison d'Etat. »

Désolée pour toi, Madeleine Pelletier, mais ton nom ne s'inscrira pas dans la mémoire des femmes et des hommes qui aspirent à la liberté.

Martine (liaison Bas-Rhin)

(1) « L'Education féministe des filles et autres textes », aux éditions Syros, collection « Mémoires des femmes », dirigée par H. Bouchardeau.



Le numéro 8 de La Grappe est sorti. La Grappe ? C'est une revue trimestrielle, une revue de poésie.

Le monde de la poésie n'est pas un monde fermé, figé, aseptisé, tel qu'on aime à le faire croire. En vérité, il existe un nombre invraisemblable de périodiques et revues. Dans ce monde, La Grappe tient une place à part, et ceci pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, elle est une des rares revues qui défrayent les auteurs soit des textes, soit des dessins, qu'elle fait paraître. Les auteurs ? C'est encore une particularité de La Grappe. Les auteurs ne sont pas les habitués d'un club fermé, d'une société littéraire quelconque, mais sont tous ceux à qui l'humeur libertaire de la revue convient. En effet, souvent dans les revues de poésie, on retrouve les mêmes petits notables de l'écriture qui, d'une revue à l'autre, tournent en

rond en se faisant mutuellement de la pub. La Grappe, elle, est ouverte à tous — dans les limites de la place disponible, bien sûr.

La personnalité de son principal animateur contribue beaucoup à lui conférer sa place à part : Théophile, bien connu des auditeurs de Radio-Libertaire, des amateurs de café-théâtre et de ceux qui aiment la poésie.

Dans ce numéro 8, on trouve des dessins, des textes, des poèmes et une « revue des revues » par Théophile. Il s'agit globalement d'un très bon numéro que vous pourrez trouver à Publico (7 F), ou au siège social de la revue : MJC-Centre d'animation, 361 avenue de Vercors, 77350 Le Mee.

Encore un mot : si vous voulez la soutenir, abonnez-vous : 5 numéros au prix de 30 F.

S.P.

Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux

VOILÀ un film dans lequel « super héros » et « têtes d'affiche » ont été remplacés par une pléiade d'acteurs et d'actrices moins connus du grand public, mais cependant excellents.

Ce film décrit le monde de la « pub » tel qu'il est vécu par ceux qui en souffrent peut-être le plus : les figurants. Leur vie est complètement ignorée, méprisée par les publicitaires et « petits chefs » de tout poil. Manipulés comme de véritables pantins, les artistes finissent par couper leurs ficelles. C'est alors que...

Non, je ne dirai pas la suite !

Caroline Serreau a réalisé là un film superbe, plein de chaleur humaine, où des rapports naturels, libres de tout principe de « bonne éducation » et de « qu'en dira-t-on » s'établissent entre les artistes. On ressort de la projection plein d'optimisme et en ne pensant qu'à une chose : recréer ce bien-être et cette solidarité avec toutes les personnes que l'on croise.

Un film à voir, donc, et qui donnera, je l'espère, envie aux animateurs de Radio-Libertaire d'en convier la réalisatrice !

J.-M.

Yol

YOL, c'est avant tout la Palme d'or au dernier festival de Cannes, et cette récompense attire beaucoup de gens qui pensaient admirer un film où la dictature menée par des militaires en Turquie va être démontée et démontée.

Yol, en fait, c'est la « simple et douce » histoire de quatre bougres qui bénéficient d'une semaine de liberté dans leurs années de prison et qui vont retrouver le quotidien : l'un, c'est sa femme qui n'a pas pu l'attendre et qui s'est tiré dans un bordel et dont il doit, selon les conseils de la puissante famille, abattre à jamais le corps ; le second, malheureusement, ne continuera pas son long voyage puisque sans papiers (il sera arrêté lors d'un contrôle routier mené par des militaires) ; le troisième, tourmenté par la mort d'un de ses compagnons de fric-frac, tentera de retrouver un peu de bonheur avec sa femme et ses deux enfants rejetés par la toujours puissante famille ; le dernier, qui arrive au Kurdistan, s'aperçoit que son village n'est plus qu'un lieu d'affrontements entre militaires et contrebandiers.

Certes, ce film, tourné avec peu de moyens techniques et financiers, nous permet de voyager dans cette Turquie assombrie par la botte des fascistes. Bien sûr, ce long métrage nous dépeint les journées de ces hommes qui se baladent avec leurs souvenirs et qui se cognent à une réalité dure comme un coup de matraque.

Yol est un film à découvrir, les acteurs ont le ton qu'il faut, et si parfois des longueurs apparaissent, elles s'estompent devant l'histoire du film qui suscite sans arrêt l'intérêt du spectateur.

Roger (groupe de Versailles)

Sélection radio-TV

EN guise d'introduction à cette nouvelle série de sélection radio-TV du monopole, juste un mot (ça ne mérite pas plus) pour fustiger la conclusion de la série dominicale *Le Jour du Seigneur* (sur TF1) qui se termine par *Votre Vérité* de Jacques Paugam. Nous n'avons pas l'honneur de connaître ce monsieur, mais le nombre d'infantilismes, de platitudes, de crétineries qu'il dit et faire dire donne le vertige. Grâce à lui, l'infini de la bêtise devient une notion concrète et palpable. Il évoque irrésistiblement la réplique de César dans la pièce de Marcel Pagnol : « Cette nuit, Panisse, je t'ai vu en rêve serrant contre ton cœur les bornes du couillonnisme, et courant à perdre haleine pour en reculer les limites. » Les gouvernements changent, les cléricaux (de toute obédience) sont toujours là.

Les prévisions de programmes pour l'automne et l'hiver 82 ne laissent pas augurer une sortie prochaine de la médiocrité actuelle, qui semble solidement installée.



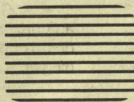
RADIO

— *France-Culture* : les 18 et 25 septembre, 2 et 9 octobre, une série présentée à 19 h 30 par Alain Truta : *Rousseau, juge de Jean-Jacques*. Rousseau face à ses persécuteurs.

Le 19 sept. à 14 h 05 : quatre pièces de Jules Renard, présentées par la Comédie-Française.

Du 20 au 24 sept à 88 h : Wilhelm Fliess et la naissance de la psychanalyse. Présentation de l'auteur de *Les relations entre le nez et les organes génitaux féminins présentés selon leurs significations biologiques*.

Le 21 sept. à 9 h : les Indiens de l'Equateur. *France-Culture* continue son excellent travail en profondeur sur la connaissance de la civilisation indienne.



TELEVISION

— *A2* : le 17 sept. à 23 h 05 : cinéma d'auteurs : *Les yeux ban-*

dés (1978) de Carlos Saura. Un film sur la torture, à mi-chemin entre le réel et la fiction.

Le 18 sept. à 21 h 50 : *La neige et la cendre*, de Jacques Espagne. Un télé-film qui se veut un western, dans les Cévennes et le Vivarais. Simplicité de l'intrigue, peinture sobre des caractères, lyrisme de l'écriture.

Le 21 sept. à 23 h : *Lire, c'est vivre*. C'est une reprise. Le talent de Pierre Dumayet au service de la lecture, le « vice impuni » (F. Mitterrand, eh oui !). En voilà un qui aurait rehaussé de sa personnalité la HAA (voir article page 6).

— *FR3* : le 19 sept à 22 h 35 : cinéma de minuit : *Le grand attentat* (1951), d'Anthony Mann, avec John Kennedy.

Le 21 sept. à 20 h 35 : la dernière séance. L'émission — célèbre, une des rares originales — d'Eddy Mitchell. Au programme, ce soir : *Un homme est passé* (1954), de John Sturges.

Y.P.

Post-scriptum : une erreur d'aiguillage malencontreuse a fait disparaître les documents concernant TF1. Le Chroniqueur essaiera de faire mieux la semaine prochaine.



Prochains invités de Radio-Libertaire

- Vendredi 17 septembre, « Je veux aller sur la rive d'en face » : Gilbert Laisné, plasticien. Problème de l'exportation. Recherche mathématique picturale.
- Samedi 18 septembre, « Croissant show » : *Banlieue d'banlieue* (journal de la banlieue nord de Paris).
- Vendredi 24 septembre, « Je veux aller sur la rive d'en face » : la galerie Alain Oudin. Thème : de l'utilité des galeries.
- Samedi 25 septembre : invité : *Le Vent du ch'min*. Thème : les dessinateurs caricaturistes de 1900 à 1914.



Blocage, déblocage des salaires et des prix :

Sur le théâtre des marionnettes politiques, beaucoup de bruit pour rien !

C'EST la rentrée ! En marge des secousses qui font craquer l'économie mondiale, sur le théâtre des marionnettes parlementaires les politiciens s'agitent. Pourtant, même si la grande presse ne lui a porté qu'un intérêt réduit, ce qui est l'événement de cette rentrée c'est l'assemblée générale du Fonds monétaire international. De quoi s'agit-il ?

Le Fonds monétaire international prête aux pays pauvres de l'argent collecté auprès des pays riches pour assurer leur développement. Cet argent, qui devrait être employé pour des investissements productifs, est employé par les « roitelets » noirs, arabes ou autres à payer l'appareil administratif ou militaire somptueux qui leur permet de régner sur des populations dans la misère et près de la révolte. Non seulement ces pays ne peuvent pas rembourser les sommes prêtées ni s'acquitter des intérêts relativement bas de ces sommes, mais ils se trouvent même dans l'impossibilité de régler les matières premières nécessaires à un redémarrage de leur économie. Ils se trouvent en état de faillite. Le Fonds monétaire international leur refuse de nouveaux crédits ;

or, ces crédits permettaient d'acheter aux pays riches les produits manufacturés que ces pays pauvres sont incapables de produire, et même s'il ne s'agissait que d'un troc ne leur laissant aucun bénéfice réel, les économies capitalistes pouvaient, par ce biais, écouler le surplus de leur production. La décision du Fonds monétaire international, qui a pour origine le refus des pays industriels d'augmenter leurs crédits aux pays pauvres, va non seulement acculer ceux-ci à la faillite, mais encore réduire leurs possibilités d'exportation qui, même si elle n'était pas rentable, dégorgeait les stocks, assurait un certain niveau de production, maintenait l'emploi, faisait circuler l'argent. Politique de gribouille, dirons-nous, mais politique imposée par la détérioration du marché que j'ai expliquée dans ces colonnes il y a bien des mois, que le FMI vient d'officialiser et que Rocard, à la suite de la réunion de préparation du IX^e plan, a souligné d'une formule : « Nous ne sommes plus devant une crise, mais devant une mutation profonde et irréversible qui nous promet des années 80 sombres. » Mais après ce trop bref survol international, revenons à nos rigolos et à leurs exercices de rentrée.

Candide et Machiavel

Chaque année, nous assistons au même cirque. La rentrée sera-t-elle chaude ou froide ? Chaque année nous voyons des personnages de l'opposition d'abord, ceux de la majorité ensuite, suivis des représentants patronaux ou syndicaux, monter au créneau pour brasser beaucoup de vent. Cette année, nous sommes gâtés.

C'est monsieur Bouffi-Barre, fort de ses remarquables succès passés contre l'inflation et le chômage qui, le premier, a jailli de l'ombre. D'un doigt vengeur, il a cloué les socialistes au mur : « Vous avez échoué ! » C'est vrai, mais il devrait savoir qu'il est toujours dangereux de parler de corde dans la maison d'un pendu.

D'ailleurs, l'échec de Delors n'est pas dû au léger saupoudrage des bas salaires et des bas revenus qui suivit la victoire électorale de la gauche, mais justement à l'obstination des socialistes à se maintenir dans le système économique ce qui, inmanquablement, les obligeait à faire, sous une phraséologie différente, la politique de Barre, sans Barre.

Bien sûr, l'apparition de Barre — cette outre gonflée de vent — sur le devant de la scène ne pouvait pas laisser ses « amis » indifférents. Le Chirac, lui aussi, il est rentré en lice à 12 000 kilomètres de sa capitale, pour dire à Mauroy... Pour dire quoi ? Lui également à un passé de « chef », plus lointain il est vrai, mais les échos nous en parviennent encore. Enfin, Giscard. Nous l'avons vu à la télévision devant une assemblée de gosses de riches

qui faisaient joujou à la politique. La cravate à l'alignement, les trois cheveux soigneusement peignés, il a toujours sa tête de père noble qui corrige le soir les copies de sa progéniture. Il n'a rien dit... Il était bien ! Il va parler à la télévision... hélas ! Je vous ferai grâce de la petite monnaie de nos grands hommes de droite : les Pons, les Monory, les Blanc, et j'en oublie des seconds couteaux qui auraient besoin de passer sur la meule à l'affûtage.

Pierre Mauroy leur a répondu. C'était pénible. Mauroy est un brave homme ; je le pense donc je le dis. Il a passé sa jeunesse à rêver de ce socialisme humaniste à image d'Épinal et le voilà plongé dans ce monde politique où les grands fauves et les arsouilles s'entre-dévoient.

Cette société capitaliste, croit-il qu'il est suffisant de la barbouiller de ses souverains de jeunesse, du temps où il vendait *Le Populaire* à la criée devant l'hôtel-deville de Lille ? La société capitaliste est en train de le dévorer lui et son parti.

Vous avez entendu ses explications ? La pause, c'est pas la pause ; demain on rasera gratis ; dix-huit mois, donnez-moi dix-huit mois ! Soyons sérieux. La bourrasque électorale l'emportera avec son parti qui fut un parti velléitaire incapable d'aller au bout de son problème et qui, pour son malheur, se laissera diriger par un personnage de la Renaissance italienne qui avait trop lu Machiavel. Mais venons-en aux choses sérieuses, c'est-à-dire aux organisations syndicales et patronales.

Une gymnastique dérisoire

C'est au moment où le président du patronat français, Yvon Gattaz, pleurniche avec le plus de conviction que nous apprenons la « divine surprise » de notre ministre des Finances dont la rentrée des impôts dépasse toutes ses espérances ! Allons Gattaz, mon vieux, rentrez votre mouchoir ! Ce pognon, il vient bien du chiffre d'affaires des bénéfices de ces entreprises dont vous faites un portrait qui nous fend le cœur. Oui, des faillites ? Ne nous prenez pas pour plus cons que nous sommes. Les faillites, qui sont l'assainissement de votre système de classe, découlent surtout de la lutte aux couteaux à laquelle se livrent vos cotisants. En vérité, sur leur propre terrain, les cotisants de M. Gattaz font la même opération que les rois nègres : ils capitalisent au lieu d'investir les sommes accumulées leur permettant de partir d'un pied allègre lorsqu'ils seront débarrassés du gouvernement de gauche. Les naïfs ! comme si leurs petites combines merdeuses pouvaient détourner le cours d'une évolution économique dont seul Rocard a saisi l'ampleur et qu'il s'apprête à exploiter à son compte.

Les syndicats eux aussi se livrent à l'exercice symbolique de rentrée. Nous aurions pu, il y a bien longtemps, bâtir pour eux leurs discours de rentrée. Eux aussi, décidés à rester dans le système, sont pris à la gorge par sa logique. Nous allons les voir essayer de grappiller de-ci de-là quelques avantages catégoriels évanouis aussitôt qu'arrachés, exercice de style nécessaire bien sûr, mais dont le but est simplement de contenir l'impatience des travailleurs et qui servira d'alibi au maintien puis à la diminution du pouvoir d'achat global, masqué par quelques succès spectaculaires partiels destinés à tenir les gens en haleine.

A Europe 1, Mauroy ne nous a pas caché ce qui nous attendait. Le blocage

Faire le ménage

Baignant dans les délices du pouvoir, les politiciens de gauche comme de droite se battent comme des fauves pour s'emparer d'un trésor qui, d'or, de plus en plus devient de plomb ! Rocard, lui, croit encore aux vertus du temps, le temps qui arrange bien des choses, et son plan, étalé dans le temps (huit ou dix ans), essaie de freiner cette décrépitude générale du système afin de rétablir un équilibre acceptable dont il serait le maître d'œuvre. Les syndicalistes, eux, n'ont plus d'autres perspectives que de franchir ce moment difficile le moins mal possible dans l'espoir que... Espoir du communisme pour la CGT, mais les démocraties populaires, qui ont conservé le système des hiérarchies de revenus, sont dans la même situation que les démocraties libé-

des prix et des salaires continuera pendant dix-huit mois sous une forme appropriée, avec quelques fluctuations que la conjoncture imposera. Dans une économie en récession, avec une balance commerciale déficitaire, au bout de la galopade prix et salaires, il y a la culbute. Chacun de nos brillants économistes, qu'ils soient de gauche ou de droite, le sait. Et c'est pourquoi les uns ou les autres font la même politique, corrigée par de médiocres augmentations des plus bas salaires pour les uns, par des aides de l'Etat pour les autres. Mais cette gymnastique est dérisoire face à une économie qui suivra forcément le rythme de l'économie internationale et qui, dans sa lutte féroce pour accaparer ce qui reste de marchés, est moins bien armée que celle de pays comme l'Allemagne, les Etats-Unis et quelques autres. Ce mouvement, qui entraîne les pays industrialisés vers la grande pénitence, n'épargne pas les pays de l'Est, et nous allons vers des accords entre les deux blocs juchés sur la même galère ; c'est ce qui explique que ni l'un ni l'autre ne veut faire de vagues à l'échelon politique, et que la Pologne sera abandonnée par l'Amérique comme les Palestiniens l'ont été par la Russie. Les mots socialisme ou liberté ne servent plus qu'à torcher les culs sales de ceux qui les emploient.

La démission des syndicats, rejetant l'histoire et prêts à tous les compromis pour rester dans le système par crainte du communisme ou du fascisme, est dérisoire. Communisme ou fascisme sont ou seront également pris à la gorge par la logique d'un système qui se meurt de ses succès mêmes, qui se répare, rétrécit les marchés, multiplie la concurrence tout en restant en marge des pays pauvres. Ceux-ci seront de plus en plus pauvres et remplaceront le pain par des gosses qui, un jour, se jetteront sur les pays nantis.

rales, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Espoir que le Seigneur s'en mêlera, pour peu qu'on lui donne un coup de main, pense le syndicalisme chrétien. Espoir que les choses s'arrangeront avec de la patience et la bénédiction des grands ancêtres de l'humanisme, suppose le syndicalisme réformiste. Les choses ne s'arrangeront pas et les soubresauts du système capitaliste de classes peuvent encore être dangereux. Pourtant, si on veut en sortir, il faut chasser tout ce monde-là, transformer profondément l'économie, construire un mode d'existence égalitaire, balayer les morales de justification entre les hommes.

Et cela, seul le communisme libertaire peut le mener à bien.

Maurice JOYEUX